

# Convention de création de la Fondation MIN4CI

sous l'égide de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur

**NOTA :** d'un commun accord entre les Parties, la présente convention présente deux hypothèses en fonction du choix qui sera retenu par l'assemblée délibérante de la Région SUD :

- Option n°1 - être membre Fondateur de la Fondation abritée ;
- Option n°2 - être désignée « personnalité qualifiée » au sein du Conseil de gestion de la Fondation abritée ;

Entre :

**UNIVERSITÉ COTE D'AZUR**, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel expérimental, créé par décret n° 2019-785 du 25 juillet 2019, dont le siège est au Grand Château - 28 avenue Valrose - 06 100 - NICE CEDEX 1

représentée par Monsieur Jeanick BRISSWALTER, en qualité de Président, conformément à la délibération n°[A COMPLETER]

ET

**AIX-MARSEILLE Université**, Établissement public à caractère scientifique culturel et professionnel, SIRET : 130 015 332 00013/ Code APE : 8542Z Enseignement supérieur, dont le siège social se situe Jardin du Pharo, 58, Boulevard Charles Livon, 13284 Marseille cedex 07

représentée par son Président, Monsieur Eric BERTON, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration de l'Université du 14 janvier 2020, conformément à la délibération n°[A COMPLETER]

ET

**AVIGNON UNIVERSITE**, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est au 74 rue Louis Pasteur, 84029 - AVIGNON CEDEX 1, conformément à la délibération n°[A COMPLETER]

représentée par Monsieur Philippe ELLERKAMP, en qualité de Président,

**ET**

**LA REGION PROVENCE ALPES COTES D'AZUR**, Immatriculée au SIREN sous le numéro 231300021, dont le siège se situe à MARSEILLE (13481 Cedex 20), Hôtel de Région, 27 Place Jules Guesde, représentée par son Président en exercice, Renaud MUSELIER, agissant en vertu d'une délibération n°[A COMPLETER]

Conjointement dénommés « **les Fondateurs** »

et

**La Fondation Partenariale Université Côte d'Azur**, Fondation partenariale autorisée par arrêté du recteur de l'Académie de Nice publié au Bulletin Officiel de l'enseignement supérieur et recherche du 20 juillet 2017 dont le siège social est situé dans les locaux de d'Université Côte d'Azur, 28 avenue Valrose - BP 2135 - 06103 Nice Cedex 2 identifiée sous le numéro de SIRET 832 196 737 00015, représentée par Monsieur Éric DUMETZ, son Président

Ci-après dénommée « **la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur** » ou « **la Fondation abritante** »

Dans la présente Convention, ci-après la « **Convention** » les signataires sont dénommés individuellement la « **Partie** » et collectivement par « **les Parties** ».

## **PREAMBULE**

---

**La Fondation Partenariale Université Côte d'Azur a notamment pour objet :**

- *d'accompagner Université Côte d'Azur dans la réalisation de l'ensemble de ses missions ;*
- *de promouvoir l'excellence dans l'enseignement et la recherche ;*
- *de créer les conditions d'une visibilité nationale et internationale de premier plan.*

*Plus généralement, de prendre toutes décisions et d'entreprendre toutes actions ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet sous réserve des dispositions légales, des présents statuts, et dans le respect de l'intérêt de l'établissement.*

La Fondation Partenariale Université Côte d'Azur est dotée de la personnalité morale à but non lucratif et bénéficie du statut de Fondation abritante. Elle a vocation à recevoir, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif se rattachant à ses missions, l'affectation irrévocable de biens, droits

ou ressources sans que soit créée à cet effet une personne morale nouvelle. Cette affectation est nommée Fondation abritée.

Le projet Innovation by Creative Economy (ICE) s'est construit en réponse à l'appel à projets Institut Européen d'Innovation et de Technologie (EIT) Industries et Secteurs Culturels et Créatifs (Culture and Creative Sectors and Industries - CCSI) du programme cadre Horizon Europe. Le projet permettra d'articuler la recherche, l'innovation et l'éducation afin de renforcer la capacité d'innovation de l'Europe en s'appuyant sur une Communauté de la Connaissance et de l'Innovation (KIC) dont la Fondation MIN4CI. (ci-après dénommé « le Projet »).

Les Fondateurs et la Région SUD ont formulé le souhait que ce Projet soit abrité par la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur pour la réalisation de l'objet de la présente convention. Dans ce cadre, les Fondateurs et la Région SUD ont ainsi décidé de créer une Fondation sous égide de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, qui sera L'ETABLISSEMENT PORTEUR du Projet.

**Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :**

## **1. Création de la Fondation abritée**

Conformément à la délibération de son Conseil d'administration en date du 14 décembre 2021, la Fondation partenariale s'engage à abriter une fondation dénommée « MIN4CI » dans les conditions prévues à la présente convention et à ouvrir un compte dédié au sein de sa comptabilité qui traduira les recettes et dépenses de cette Fondation abritée.

Cette Fondation abritée sera créée à compter de la signature de la présente convention.

## **2. Objet et moyens d'actions de la fondation abritée**

La Fondation MIN4CI (ci-après également dénommée « la Fondation abritée » ou « Fondation sous égide ») a un objet d'intérêt général, à but non lucratif, conforme à l'objet de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur rappelé ci-dessus.

La Fondation abritée a pour mission de préparer, de faciliter et de participer à la soumission de la candidature commune des Fondateurs, à laquelle s'associe la Région SUD, au Projet ainsi que son pilotage. Dans ce but, la Fondation abritante, en sa qualité d'ETABLISSEMENT PORTEUR, devra être sollicitée préalablement pour la signature de tout document devant engager la fondation abritée.

Ces documents sont notamment :

- en phase de dépôt, la Déclaration sur l'honneur (Doh) essentielle pour la candidature à un projet européen ;
- en phase de contractualisation, et uniquement si nécessaire, la signature de l'ensemble des documents permettant de valider la participation de la Fondation MIN4CI au Projet. Ces documents peuvent comprendre, mais ne se limitent pas au « Grant Agreement », au « Règlement intérieur de l'EIT CCSI », à « l'Accord de Consortium » et au « plan de financement annuel ou pluriannuel ».

Les moyens d'action de la Fondation abritée s'inscrivent dans ceux de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, tels qu'ils résultent de l'Article 3 de ses statuts, joints en *Annexe 1*.

Les Parties conviennent expressément que les actions et projets financés par la Fondation abritée doivent être réalisés au seul périmètre du Projet exposé en Préambule et à l'article premier.

Les Parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour aboutir, au plus tard le 1<sup>er</sup> octobre 2022, à la création d'une Fondation partenariale dénommée MIN4CI qui deviendra l'entité porteuse du Projet initié par la présente Fondation abritée. Toutefois cette date peut être modifiée dans les conditions fixées dans les articles 7 et 8.1 de la présente convention.

### **3. Gouvernance de la Fondation abritée**

#### **3.1. Rôle de la Fondation abritante**

Dans le cadre de sa fonction de Fondation abritante stipulée dans ses statuts, la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur s'engage à :

- Assurer la responsabilité générale de la gestion du patrimoine de la Fondation abritée et de ses engagements contractuels ;
- Sous réserve d'une délibération en ce sens du Conseil de gestion de la Fondation abritée, soumettre et signer l'ensemble des documents tels que listés l'article 2 ;
- Sur proposition du Conseil de gestion de la Fondation abritée, gérer son patrimoine de manière individualisée, en :
  - o ouvrant un compte auprès de la banque de son choix (cf. infra § 6.2.) ;
  - o ouvrant en ses livres un compte qui traduit les recettes et les dépenses relatives à la Fondation abritée, intitulé MIN4CI sous égide de la « Fondation Partenariale Université Côte d'Azur », et en assurant son fonctionnement sous sa seule responsabilité ;
  - o faisant établir, chaque année, sous sa responsabilité, le bilan et le compte de résultat analytique de la Fondation abritée, retraçant l'ensemble des produits et des charges (bilan et comptes de résultat) et les soumettre au contrôle de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur et/ou de son ou ses commissaires aux comptes dans les conditions de l'article 5 infra ;
- Veiller à la conformité des décisions du Conseil de gestion avec les statuts de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur ;

En application de l'article 8 des statuts de la Fondation abritante, le trésorier de la Fondation abritante acquitte, le cas échéant, les dépenses et encaisse les recettes de la Fondation abritée.

Suivant les modalités définies dans ses statuts, la Fondation abritante assure toute représentation en justice rendue nécessaire par les activités de la Fondation abritée.

#### **3.2. Conseil de gestion de la fondation abritée**

##### **3.2.1. Composition du Conseil de gestion**

##### **3.2.1.1. Désignation des membres du Conseil de gestion**

La Fondation abritée est administrée par un Conseil de gestion composé de la manière suivante :

### **Si Option n°1 retenue par la Région SUD :**

- Le collège des fondateurs : 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants par Fondateur, soit 8 représentants titulaires des Fondateurs ;
- Le collège des personnalités qualifiées : au nombre de 4 membres où chaque Fondateur désigne, individuellement, une personnalité qualifiée.

### **Si Option n°2 retenue par la Région SUD :**

- Le collège des fondateurs : 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants par Fondateur, soit 6 représentants titulaires des Fondateurs ;
- Le collège des personnalités qualifiées : au nombre de 3 membres dont une personne est désignée par le Conseil de gestion de la Fondation abritée à l'unanimité et deux personnes sont désignées directement par la Région SUD.

Dans tous les cas, les représentants au sein des collèges sont désignés par leur représentant légal respectif.

Un représentant de la Fondation abritante, en la personne du Président d'Université Côte d'Azur ou son représentant, sera invité à chaque Conseil de gestion en qualité d'observateur. Nonobstant, il est indiqué que le représentant de la Fondation abritante dispose d'un droit de veto sur toutes les décisions prises par le Conseil de gestion, qu'il exerce dans les situations suivantes :

- quand une non-conformité aux statuts de la Fondation abritante ou avec la présente convention de la Fondation abritée peut être constatée ;
- quand un non-respect de la déontologie ou de la réglementation juridique, fiscale ou sociale, ou risques corrélatifs peut être constaté.

#### **3.2.1.2. Durée des mandats des membres du Conseil de gestion**

Les membres du Conseil de gestion de la Fondation abritée, représentant les Fondateurs et Personnalités qualifiées, sont désignés pour une durée identique à la durée d'existence de la Fondation abritée prévue à l'article 8.1.

Ils sont renouvelés dans les mêmes conditions que pour leurs désignations.

Le représentant de la Fondation abritante est désigné pour la durée d'existence de la Fondation abritée.

#### **3.2.1.3. Remplacement des membres du Conseil de gestion**

En cas de cessation de fonction d'un membre du Conseil de gestion, par décès, par démission, par révocation à l'initiative de la personne qui l'a désigné ou par perte des qualités au titre desquelles il a été nommé, il est procédé à son remplacement dans les conditions ayant procédé à sa nomination. La durée des fonctions du nouveau membre prend fin à la date où aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

#### **3.2.1.4. Gratuité de la fonction**

Toutes les fonctions de membre du Conseil de gestion sont gratuites.

#### 3.2.1.5. Présidence du Conseil de gestion

Le président du Conseil de gestion est élu parmi les représentants des fondateurs.

Nonobstant, il est convenu entre les Parties que la ou le Président(e) de la Fondation abritée sera désigné(e), pour la première année d'existence de la Fondation abritée, parmi les représentants d'Université Côte d'Azur au Conseil de gestion.

#### 3.2.2. Réunions

##### 3.2.2.1. Fréquence des réunions

Le Conseil de gestion se réunit, par tout moyen, au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande de la moitié de ses membres. Le président convoque par écrit (lettre, courrier électronique avec accusé de réception ou télécopie) le Conseil de gestion au moins huit jours à l'avance. La convocation comporte notamment l'ordre du jour de la réunion établi par le président en accord avec le représentant de la Fondation abritante. Lorsque le Conseil de gestion se réunit à l'initiative d'une partie de ses membres, l'ordre du jour comprend les questions inscrites par ceux-ci.

##### 3.2.2.2. Participations aux réunions

Les membres du Conseil de gestion sont tenus d'assister à ses séances.

En cas d'empêchement, un membre peut se faire représenter par son suppléant et, à défaut, par un autre membre du Conseil de gestion de son choix ; chaque membre du Conseil ne pouvant détenir plus d'un pouvoir à ce titre. En cas d'absence à trois séances consécutives du Conseil de gestion sans motif reconnu comme valable par ce dernier, un membre pourra être déclaré démissionnaire d'office par le Conseil de gestion.

##### 3.2.2.3. Quorum

Pour que les délibérations du Conseil de gestion soient valables, il est nécessaire que la moitié au moins de ses membres en exercice soit présente ou représentée et qu'il comporte la présence effective du représentant de la Fondation abritante, qui peut exceptionnellement se faire représenter par un autre membre du Conseil d'administration de la Fondation abritante.

Si ce quorum n'est pas atteint, il est procédé à une nouvelle convocation, dans un délai d'au moins huit jours francs. Le Conseil peut alors valablement délibérer quel que soit le nombre de ses membres présents ou représentés.

##### 3.2.2.4. Majorité simple et majorité qualifiée des deux tiers

Les décisions du Conseil de gestion sont prises par consensus de l'ensemble des membres présents ou représentés. En l'absence de consensus la décision est approuvée à la majorité des suffrages exprimés par les membres en exercice présents ou représentés à l'exception de l'acte de candidature (article 2), de la création d'un compte bancaire (article 3) et de tout acte entraînant des obligations pour les membres fondateurs au-delà d'une durée d'un an à compter de la création de la Fondation abritée, où la majorité des deux tiers est requise. En cas de partage égal des voix, la voix du président du Conseil de gestion est prépondérante.

#### 3.2.2.5. Procès-verbal

Il est tenu un procès-verbal des séances du Conseil de gestion ; ce procès-verbal est validé par le représentant de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, signé par le président de la Fondation abritée et approuvé par le Conseil de gestion au cours de sa réunion suivante. Il est conservé au siège de la Fondation abritante.

#### 3.2.2.6. Siège

La Fondation abritée est domiciliée au siège social de la Fondation abritante sis 28 avenue de Valrose 06113 NICE. Son Conseil peut se réunir en tout lieu qu'il aura choisi ou par Visioconférence.

### 3.2.3. Attributions du Conseil de gestion

#### 3.2.3.1. Attributions

- il définit les orientations stratégiques à mettre en œuvre et l'utilisation des ressources (organisationnelles, techniques, humaines, financières...) qui permettent d'atteindre les objectifs du Projet. Dans ce cadre, il définit les grandes lignes d'action et la stratégie de la Fondation abritée, valide la politique de communication de cette dernière dans le cadre de l'objet, des moyens d'actions et du budget de la Fondation abritée.
- il arrête le programme d'activités prévisionnelles de la Fondation abritée ;
- il approuve la candidature au Projet ;
- il adopte, le cas échéant, le Règlement Intérieur ;
- il approuve le procès-verbal de ses réunions.

#### 3.2.3.2. Missions budgétaires

Sous réserve de la délibération prévue à l'article 3.1, le Conseil de gestion propose, discute et approuve, s'il y a lieu, sur proposition de son Président, avant mi-novembre de chaque année, le projet de budget de l'exercice à venir. Ce projet est ensuite soumis à l'accord du Conseil d'administration de la Fondation abritante.

Le projet de budget devra respecter les points suivants :

- ✓ L'action ou les moyens envisagés :
  - Seront en conformité avec les Statuts de la Fondation abritante et avec la présente convention de la Fondation abritée,
  - Ne feront courir aucun risque fiscal ou juridique à la Fondation abritante.
- ✓ Le budget proposé reposera sur des hypothèses réalistes et ne faisant ressortir aucun déficit prévisionnel excédant les ressources disponibles reportées à nouveau par la Fondation abritée.

Le Conseil de gestion approuve les comptes de l'exercice clos avant transmission au Conseil d'administration de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur.

### **3.3. Comité de Pilotage de la Fondation abritée**

Un Comité de Pilotage peut être constitué sur décision du Conseil de gestion.

Le Comité de Pilotage étudie les évolutions à venir du Projet ainsi que les grands enjeux liés à l'objet de la Fondation abritée. Le Comité de Pilotage a notamment pour mission de permettre la création de la Fondation partenariale prévue à l'article 2. La composition du Comité de Pilotage ainsi que les modalités de réunions et de délibérations de ce Comité sont fixées par le règlement intérieur de la Fondation abritée.

#### **4. Personnel**

La Fondation abritée ne peut se doter de structure salariée. La Fondation abritante est seule habilitée à gérer les ressources humaines salariées de la Fondation abritée et à décider en fonction de son activité et de celle de la Fondation abritée, de la politique d'emploi dans le respect des lois et conventions.

Toute mise à disposition de personnel au profit de la Fondation abritée devra respecter la réglementation en vigueur.

#### **5. Dispositions financières**

Ces articles s'appliquent sous réserve d'une délibération du Conseil de gestion en ce sens conformément à l'article 3.1 des présents Statuts et des dispositions du Règlement intérieur de la Fondation abritante.

##### **5.1. Ressources**

A compter de la création d'une ligne budgétaire ou d'un compte bancaire par la Fondation partenariale, les ressources annuelles de la Fondation abritée pourront se composer de :

- des subventions découlant du plan annuel de l'EIT
- des subventions de l'Europe, de l'État, des Collectivités Territoriales et de leurs Établissements Publics ;
- des dons, donations, mécénats de toute personne physique ou morale, legs et assurances-vie qui lui seraient consentis par toute personne physique ou morale et des produits de l'appel à générosité publique ;
- et de toutes autres ressources non interdites par la loi ou les règlements, à l'exclusion de recettes commerciales.

##### **5.2. Compte bancaire**

La Fondation Partenariale Université Côte d'Azur ouvrira dans la banque de son choix un compte courant bancaire dédié à la Fondation abritée, qui sera géré directement par la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, avec délégation de gestion et/ou de règlement au profit du Conseil de gestion ou d'un de ses membres (validé par le Conseil de Gestion).

Les chèques et virements bancaires, postaux ou autres destinés à la Fondation abritée seront libellés à l'ordre de la « Fondation MIN4CI sous égide de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur », et endossés par compte bancaire dédié.

### **5.3. Contrôle de la comptabilité**

Le contrôle de la comptabilité de la Fondation abritée sera assuré par l'Expert-comptable et le Commissaire aux comptes de la Fondation abritante dans les conditions prévues à l'article 5-II de la loi du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat.

Le rapport du Commissaire aux comptes est préalablement porté à la connaissance du Conseil de gestion de la Fondation abritée s'il inclut des réserves ou des observations concernant la Fondation abritée.

## **6. Communication de la Fondation abritée**

Les Fondateurs et les Membres du Conseil de gestion s'engagent à respecter les règles établies par la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur et qui lui auront été préalablement transmises, pour la communication qu'ils mettent en œuvre sur la Fondation abritée et ses actions.

La Fondation abritée devra utiliser une dénomination propre, à savoir : « Fondation MIN4CI ».

Tous les documents destinés à une diffusion publique et mentionnant la « Fondation Partenariale Université Côte d'Azur » devront être validés par la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur.

## **7. Modification**

La convention peut être modifiée par accord unanime des Parties signataires formalisé dans la signature d'un avenant.

A ce titre, les Fondateurs peuvent donner tous pouvoirs au Conseil de gestion pour négocier avec la Fondation abritante toute modification ou évolution de la Convention jugée éventuellement nécessaire.

## **8. Durée, résiliation et clôture**

### **8.1. Durée**

La présente convention est conclue, à compter de sa signature par les Parties, jusqu'au 30 septembre 2022. Si, à cette échéance, la Fondation partenariale MIN4CI n'est pas encore créée, les Parties pourront renouveler la présente convention, une seule fois et pour une durée de six mois, sous réserve d'une délibération unanime du Conseil de gestion.

La présente convention prend fin automatiquement au lendemain de la publication de l'arrêté portant création de la Fondation partenariale MIN4CI au Journal officiel par la Direction de l'Information, Légale et Administrative.

### **8.2. Résiliation de la Convention**

En cas de manquement de l'une des Parties aux obligations contractuelles qui lui incombent en vertu de la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Partie lésée si la Partie défaillante n'apporte pas remède à son manquement dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification que lui ferait l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception,

aux torts de la Partie défaillante et ce sans préjudice des dommages - intérêts que la Partie lésée serait en droit de réclamer. La résiliation sera effective quatre mois après la réception de la dénonciation.

Ainsi et par exemple, si le Conseil de gestion ne remplissait pas les obligations fixées contractuellement le Conseil d'administration de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur pourrait procéder, après consultation du Conseil de gestion par lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure préalable, à la résiliation de la convention entraînant la clôture de la Fondation abritée.

Dans le cas où les Fondateurs ou la Fondation abritante dénoncent la convention, la résiliation est prononcée de fait et la Fondation clôturée dans les conditions prévues à l'*Article 8.3*.

### **8.3. Clôture de la Fondation Abrisée**

En fin de Convention, quelle qu'en soit la cause, le Conseil d'administration de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur procéderait, après consultation le cas échéant du Conseil de gestion, à la clôture de la Fondation abritée et à l'affectation de son actif net dans le respect de ses statuts.

## **9. Divers**

### **9.1. Tolérance**

Le fait pour l'une des Parties, à un moment quelconque, de ne pas exiger l'exécution par l'autre Partie d'une quelconque disposition de la convention ne constituera pas une renonciation à se prévaloir de cette disposition et n'affectera pas le droit d'en exiger l'exécution à tout moment par la suite.

La renonciation de l'une des Parties à se prévaloir de la violation d'une disposition de la convention ne vaudra pas renonciation aux droits de cette Partie dans le cadre d'une violation ultérieure de la même disposition ou d'une autre disposition.

### **9.2. Droit applicable et attribution de compétence**

La présente convention est soumise au droit français.

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout litige ou toute contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu, tant pour sa validité que pour son interprétation, son exécution ou sa résiliation.

A défaut, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de NICE.

Fait à Nice, le

Annexe 1 - Statuts de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur

Annexe 2 - Appel à candidature EIT

# STATUTS DE LA FONDATION PARTENARIALE

## FONDATION PARTENARIALE UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR

### **PRÉAMBULE :**

La création de *Université Côte d'Azur* traduit la volonté partagée de ses membres de développer une politique de recherche, de transfert et de formation commune aux acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le territoire de la Côte d'Azur.

Cette politique, qui s'est traduite dans le projet *Université Côte d'Azur Joint, Excellent and Dynamic Initiative (UCA<sup>JEDI</sup>)* sélectionné par le jury international *Initiative D'EXcellence (IDEX)* le 22 janvier 2016, vise à garantir l'excellence académique de la recherche et son rayonnement national et international, son ancrage et sa participation à l'écosystème territorial, et la fluidité des interactions avec le secteur de la recherche et du développement.

Dans ce contexte, Université Côte d'Azur crée une fondation partenariale dotée de la personnalité morale à but non lucratif.

### **TITRE I : IDENTIFICATION, OBJET ET MOYENS D'ACTION**

#### **ARTICLE 1 : Fondateurs, dénomination, siège et durée**

Une fondation partenariale disposant de la personnalité morale à but non lucratif est régie par les dispositions de :

- *l'article L.719-13 modifié du 22 juillet 2013 du Code de l'Éducation ;*
- *la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 modifiée sur le développement du mécénat ;*
- *les statuts de Université Côte d'Azur ;*
- *le décret n°91-1005 du 30 septembre 1991 pris pour l'application de la loi n° 90-559 du 4 juillet 1990 créant les fondations d'entreprise et modifiant les dispositions de la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat relatives aux fondations ;*
- *la délibération du Conseil d'Administration de Université Côte d'Azur dans sa séance du 12/12/2016 donnant un avis favorable à la mise en place d'une fondation partenariale dotée de la personnalité morale à but non lucratif ;*
- *la délibération du Conseil d'Administration de Université Côte d'Azur dans ses séances du 09 mars 2017 et du 24 avril 2017 adoptant les statuts de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur ;*
- *l'autorisation administrative (arrêté) délivrée par le Recteur de l'Académie de Nice, portant création de la Fondation partenariale de Université Côte d'Azur en date du 15 juin 2017 ;*

- la publication de l'arrêté du Recteur de l'Académie de Nice, autorisant la création de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur, au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (BOESR) en date du 20 juillet 2017.

• **Fondateurs :**

Il est constitué par les personnes morales ci-après énumérées, désignées sous le terme de « **FONDATEURS** » :

D'UNE PART,

- ✓ **UNIVERSITÉ COTE D'AZUR**, EPSCP, représentée par son Président, M. Jean-Marc GAMBAUDO, et dont le siège social est au Grand Château - 28 avenue Valrose - 06 100 - NICE CEDEX 1 (FRANCE)

*Ci-après désignée par « **UCA** »*

D'AUTRE PART,

- ✓ **BANQUE POPULAIRE MEDITERRANÉE**, S.A. Coopérative à capital variable (art. L.512-2 et suivant du code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux Banques populaires et aux établissements de crédit), immatriculée au RCS de Nice sous le n° 955 804 448, représentée par son Directeur Général, Monsieur Christophe BOSSON, et dont le siège social est 457, Promenade des Anglais - 06 200 - NICE (FRANCE)
- ✓ **GROUPE SERVICES FRANCE (GSF)**, S.A., Capital de 9 millions d'euros, RCS Paris 775675291, représenté par son Président, Monsieur Jean-Louis NOISIEZ, et dont le siège est situé à 1625, Route des Lucioles - 06 410 - BIOT (FRANCE)
- ✓ **GROUPE AIR REFRESHING CONTROL (ARECO)**, S.A.R.L., Capital de 21 342,86 euros, immatriculée au RCS de Grasse B 417 663 374, représenté par son Président, Monsieur Michel GSCHWIND, et dont le siège est situé 114, Chemin de Saint Marc - 06 130 - GRASSE (FRANCE)
- ✓ **GROUPE CIBELLY**, RCS Nice 400 506 507 00039, représenté par son Président, Monsieur Michel CIBELLY, et dont le siège est situé 16, Rue Caïs de Pierlas - 06 300 – NICE (FRANCE)

*Ci-après désignés par « **Fondateurs** »*

ET

- ✓ **ÉTAT DE MONACO** représenté par son Ministre d'État, Son Excellence Monsieur Serge TELLE, demeurant en cette qualité au Palais du Gouvernement - Place de la Visitation - 98 000 MONACO (MONACO)
- ✓ **MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR** représenté par son Président, Monsieur Christian ESTROSI, demeurant en cette qualité au 5, Rue de l'Hôtel-de-Ville - 06 364 - NICE CEDEX 4 (FRANCE)

*Ci-après désignés par « **Nouveaux Fondateurs** »*

*Ci-après dénommés collectivement « **Les Parties** »*

- **Dénomination :**

La fondation partenariale portée par *Université Côte d'Azur* est dénommée **Fondation partenariale Université Côte d'Azur**, dite **Fondation Université Côte d'Azur**.

- **Siège :**

Le siège de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur est fixé dans les locaux de l'Université Nice Sophia Antipolis, 28 avenue Valrose - BP 2135 - 06103 Nice Cedex 2.

- **Durée :**

La *Fondation partenariale Université Côte d'Azur* est créée pour une durée initiale limitée de cinq ans.

Elle pourra être prorogée pour une durée qui restera à déterminer par décision du Président de *Université Côte d'Azur*, après avis du Conseil d'Administration, six mois au moins avant l'expiration de la durée initiale ci-dessus fixée et sous réserve de l'autorisation du Recteur de l'Académie de Nice, publiée au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (BOESR).

*Université Côte d'Azur* devra toutefois préalablement consulter les Autres Fondateurs sur ce projet de prorogation afin de connaître ceux d'entre eux qui souhaitent y participer.

Compte tenu des engagements financiers résultants pour les Fondateurs de la prorogation de la durée de la Fondation, cette prorogation ne peut en aucun cas leur être imposée.

## **ARTICLE 2 : Objet**

La *Fondation Université Côte d'Azur* constitue l'outil d'une nouvelle dynamique permettant à *Université Côte d'Azur* d'être en harmonie avec son environnement économique et d'être performante dans un monde très concurrentiel. Elle a pour objet :

- ✓ d'accompagner Université Côte d'Azur dans la réalisation de l'ensemble de ses missions ;
- ✓ d'organiser la collecte de fonds et le financement de programmes dans le cadre des missions définies à l'article L.123-3 du Code de l'Éducation ;
- ✓ de promouvoir l'excellence dans l'enseignement et la recherche ;
- ✓ de soutenir la valorisation notamment à travers la création d'entreprises et le développement du partenariat public privé ;
- ✓ d'améliorer les conditions d'insertion professionnelle des étudiants ;
- ✓ de prévenir l'inégalité des chances en réduisant les handicaps ;
- ✓ de créer les conditions d'une visibilité nationale et internationale de premier plan.

Plus généralement, de prendre toutes décisions et d'entreprendre toutes actions ayant un rapport direct ou indirect avec l'objet sous réserve des dispositions légales, des présents statuts, et dans le respect de l'intérêt de l'établissement.

### **ARTICLE 3 : Moyens d'action**

Pour réaliser son objet, la *Fondation Université Côte d'Azur* pourra :

- mettre en place tous moyens s'inscrivant dans la stratégie de développement des Fondateurs ou Partenaires, et dans une stratégie de développement de site ;
- assurer le soutien, la coordination ou la conduite de toutes actions contribuant au développement de son objet ;
- conclure avec l'État, ses établissements publics et plus généralement tout autre financeur public ou privé, national ou international, des conventions précisant les modalités de financement et de conduite des programmes et projets, en particulier ceux liés aux investissements d'avenir ;
- conclure avec les Fondateurs et Partenaires des conventions précisant les modalités de leur implication dans les activités de la fondation ;
- conclure avec les fondations existantes une convention de coopération ;
- accroître l'attractivité des Fondateurs et des Partenaires, notamment en attirant et maintenant les meilleurs étudiants, enseignants-chercheurs et personnels, ainsi que les activités ;
- contribuer au rayonnement socio-économique des Fondateurs tant au niveau local, national qu'international, notamment au travers de sa communication scientifique.

La *Fondation Université Côte d'Azur* pourra aussi :

- associer, par convention conclue avec les établissements dont elles relèvent, les écoles doctorales auxquelles participent certaines unités de recherche impliquées, des fondations thématiques, des laboratoires d'excellence, tout groupement de laboratoires des campus et toute unité de formation présentant un intérêt particulier ;
- associer par convention des partenaires non fondateurs tels que des collectivités territoriales, des entreprises, des associations, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche, des organismes de recherche et des fondations universitaires, partenariales, d'entreprises, de recherche, thématiques ou autres ;
- procéder à l'ouverture des comptes individualisés nécessaires au fonctionnement de la *Fondation Université Côte d'Azur* ;
- opérer et financer des chaires, des programmes (innovants) de recherche, de formation ou d'insertion ;
- opérer et financer des bourses pour les étudiants français ou étrangers de *Université Côte d'Azur* ;
- mettre en place des mécénats de compétences au profit des projets soutenus par la *Fondation Université Côte d'Azur*, des formations, des laboratoires et des services de *Université Côte d'Azur* et de ses Membres ;

- mettre en place une politique de « *Naming* » sur les bâtiments, espaces, équipements et matériels appartenant à Université Côte d'Azur ou mutualisés avec ses partenaires ;
- recruter et gérer des personnels, en particulier des personnels temporaires qui seront accueillis dans les unités de recherche et de formation impliquées ;
- créer, gérer elle-même et subventionner des équipements communs tels que des plates-formes technologiques, espaces d'accueil et d'hébergement, services supports et facilités logistiques ;
- confier la gestion de ses services communs à d'autres membres ou à d'autres opérateurs ;
- mettre à disposition des locaux, les gérer et les entretenir ;
- prendre des participations, créer et participer à toute structure juridique, détenir et/ou gérer des actifs mobiliers et immobiliers, et, plus généralement tout type d'investissement non interdit par la législation applicable lui permettant de développer son action ;
- vendre tout bien ou service en rapport avec l'objet de la fondation partenariale ;
- mener toute autre action nécessaire ou utile à la poursuite de ses buts définis à l'Article 1.

## **TITRE II : ADMINISTRATION & FONCTIONNEMENT**

### **ARTICLE 4 : Le Conseil d'Administration**

La *Fondation Université Côte d'Azur* est administrée par un Conseil d'Administration composé de 15 Membres répartis en 2 Collèges. Le mandat des Membres du Conseil d'Administration est de cinq ans.

Le Conseil d'Administration désigne en son sein le Président de la *Fondation Université Côte d'Azur*, le Trésorier de la *Fondation Université Côte d'Azur* et les Membres du Bureau pour une durée de cinq ans. Il définit :

- ✓ les compétences déléguées au Président de la *Fondation Université Côte d'Azur* ;
- ✓ les axes prioritaires stratégiques bénéficiant du soutien financier de la *Fondation Université Côte d'Azur* conformes aux missions du Service Public de l'Enseignement Supérieur visées à l'Article L.123-3 du Code de l'Éducation.

#### **ARTICLE 4.1 : Collèges**

Les 2 Collèges du Conseil d'Administration sont :

- le **Collège des « Membres Fondateurs »** qui comprend 10 Membres. Chaque Membre Fondateur désignera son ou ses représentant(s) chargé(s) de siéger au Conseil d'Administration.
- le **Collège des « Personnalités Qualifiées »** qui comprend 5 Membres.

#### **ARTICLE 4.2 : Composition**

Les sièges du Collège des « Membres Fondateurs » se répartissent de la manière suivante :

- 4 sièges pour les Représentants de Université Côte d'Azur ;

- 1 siège pour Banque Populaire Méditerranée (BPMED) ;
- 1 siège pour GSF ;
- 1 siège pour ARECO ;
- 1 siège pour le Groupe CIBELLY ;
- 1 siège pour l'État de Monaco ;
- 1 siège pour la Métropole Nice Côte d'Azur.

Les Représentants de *Université Côte d'Azur* sont choisis parmi le personnel de *Université Côte d'Azur* et des Membres de *Université Côte d'Azur* et désignés par son Conseil d'Administration.

La durée du mandat est de 5 ans.

Les **Personnalités Qualifiées** sont au nombre de 5 (CINQ). 2 (DEUX) d'entre elles ont été désignées par les Membres Fondateurs lors de la première réunion constitutive du Conseil d'Administration du 17 octobre 2017. Toute nouvelle **Personnalité Qualifiée** sera désignée après un processus de validation par cooptation du Bureau qui sera suivi d'une soumission au Conseil d'Administration selon les modalités de vote à sa disposition et inscrites dans le règlement intérieur.

La durée du mandat est de 1 an reconductible tacitement.

En cas de démission ou d'empêchement d'exercer ses fonctions, le remplacement se fera selon des modalités identiques.

Les fonctions de Membres du Conseil d'Administration sont exercées à titre gratuit.

Sur proposition du Conseil d'Administration de la *Fondation Université Côte d'Azur*, des sièges d'observateurs pourront être créés. Ils pourront être permanents ou pour une durée déterminée. Leur voix sera consultative.

#### **ARTICLE 4.3 : Fonctionnement**

Le Conseil d'Administration se réunit, au moins deux fois par an, sur convocation de son Président ou du tiers de ses Membres et aussi souvent que l'intérêt de la *Fondation Université Côte d'Azur* l'exige.

La convocation est adressée par voie postale ou électronique au moins 7 jours avant la tenue de la réunion. Il pourra être dérogé, par exception, à cette règle pour la convocation du premier Conseil d'Administration.

La séance du Conseil d'Administration est ouverte si la majorité des membres en exercice du Conseil est présente ou si les deux tiers des membres en exercice sont présents ou représentés. Si le quorum n'est pas atteint, il est procédé dans un délai de deux semaines à une nouvelle convocation dans les mêmes conditions. Le Conseil peut alors valablement délibérer sans condition de quorum.

Les délibérations du Conseil sont prises à la majorité des suffrages exprimés (Membres présents ou représentés), elles sont constatées par des procès-verbaux, qui sont envoyés, par voie postale ou électronique, pour approbation aux Membres du Conseil d'Administration. En l'absence de remarque de leur part dans un délai de 30 jours suivant l'envoi du procès-verbal, il est réputé approuvé.

En cas de décès, de démission, d'empêchement définitif d'un Membre du Conseil d'Administration, il sera pourvu à son remplacement dans les deux mois. Les fonctions de ce nouveau Membre prennent fin à la date à laquelle aurait normalement expiré le mandat de celui qu'il remplace.

Les Membres du Conseil d'Administration ou leurs représentants sont tenus d'assister aux séances du Conseil. En cas d'empêchement, un membre peut donner son pouvoir à un autre membre du Conseil d'Administration quel que soit son collègue. Nul ne peut être porteur de plus de 2 pouvoirs.

**Le Recteur de l'Académie, Chancelier des Universités** peut être invité aux séances du Conseil d'Administration.

Les personnels de la *Fondation Université Côte d'Azur*, ou toute autre personne dont l'avis est utile, peuvent être appelés par le Président à assister, avec voix consultative, aux séances du Conseil d'Administration.

#### **ARTICLE 4.4 : Attributions du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration règle par ses délibérations les affaires de la *Fondation Université Côte d'Azur* et est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toute décision dans l'intérêt de celle-ci.

À ce titre, notamment et dans la limite de son objet social, des dispositions légales et réglementaires :

- ✓ il arrête le programme d'activités prévisionnelles de la *Fondation Université Côte d'Azur* ;
- ✓ il adopte le rapport moral et financier ;
- ✓ il désigne un ou plusieurs Commissaires aux Comptes choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1 (ex L.225-219) du Code du Commerce ;
- ✓ il vote le Budget Prévisionnel (recettes et dépenses) et ses modifications, ainsi que les comptes de l'exercice clos sous le contrôle de l'Expert-Comptable. Il donne quitus au Trésorier ;
- ✓ il adopte le Règlement Intérieur ;
- ✓ il accepte les dons et les legs et autorise en dehors de la gestion courante, les acquisitions et cessions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, les baux et les contrats de location, la constitution d'hypothèques et les emprunts ainsi que les cautions et garanties accordées au nom de la *Fondation Université Côte d'Azur*. Ces opérations doivent être conformes à l'objet et aux moyens d'action de la *Fondation Université Côte d'Azur* tels que définis à l'Article 2 des statuts ;
- ✓ il fixe les conditions de recrutement et de rémunération des personnels de la *Fondation Université Côte d'Azur* ;
- ✓ il fixe les règles de validation des projets qui seront financés par la *Fondation Université Côte d'Azur*.

Le Conseil d'Administration peut créer un ou plusieurs Comités chargés de l'assister ou d'assister le Directeur Général dans toutes les actions menées par la *Fondation Université Côte d'Azur*. Leurs attributions, leur organisation et leurs règles de fonctionnement sont fixées par le Règlement Intérieur. En deçà d'un montant qu'il détermine, le Conseil d'Administration peut accorder au Président une délégation permanente pour les cessions et acquisitions de biens mobiliers et immobiliers, les marchés, contrats de location, les actions en justice, les transactions ainsi que pour l'acceptation des donations et des legs, à charge pour ce dernier de lui rendre compte à chaque réunion du conseil.

#### **ARTICLE 5 : Fondation sous égide**

En tant que fondation autorisée à héberger des fondations sous égide, le Conseil d'Administration ratifie la création des fondations individualisées placées sous l'égide de la *Fondation Université Côte d'Azur* et approuve l'agrément des œuvres et organismes mentionnés aux articles 200 et 238 bis du Code Général des Impôts qui souhaitent ouvrir un compte à la *Fondation Université Côte d'Azur*.

Il reçoit et examine les comptes et rapports moraux et financiers qui lui sont adressés chaque année par les œuvres et organismes agréés comme justification de l'emploi des fonds reçus.

Il fixe dans le Règlement Intérieur la procédure d'agrément applicable aux œuvres et organismes demandeurs, les modalités de gestion des comptes, la durée de fonctionnement des fonds et le taux de prélèvement éventuellement perçu par la *Fondation Université Côte d'Azur* afin d'équilibrer la gestion du service rendu.

Il décide, par délibération motivée et après les avoir préalablement entendus, de retirer son agrément aux œuvres et organismes qui ne respectent pas les obligations qui leur sont imposées par les présents Statuts et le Règlement Intérieur ou dont le but ou les activités ne sont plus compatibles avec ceux de la *Fondation Université Côte d'Azur* ou dont la gestion est de nature à compromettre l'exercice de ses activités propres.

Le Conseil d'Administration approuve chaque année un rapport spécial qui donne toutes les précisions utiles notamment sur :

- l'organisation et le fonctionnement des comptes des fondations individualisées et des œuvres et organismes agréés ;
- les informations qui lui ont été transmises en application du 2<sup>ème</sup> paragraphe du présent article ;
- les œuvres ou organismes nouvellement créés et les comptes qui ont fait l'objet d'une liquidation.

#### **ARTICLE 6 : Le Président de la Fondation**

Le Président de la *Fondation Université Côte d'Azur* est élu, en son sein, par le Conseil d'Administration, pour une durée de 5 ans.

En cas de démission ou d'empêchement d'exercer ses fonctions, son successeur sera élu pour la durée résiduelle du mandat. Pendant la période de transition avant la réunion d'un Conseil d'Administration

Extraordinaire pour élire un nouveau Président, le Président de *Université Côte d'Azur*, Membre du Conseil d'Administration assumera temporairement les fonctions de Président de la *Fondation Université Côte d'Azur* et en dirigera également son Bureau. Les délégations de signature autorisées préalablement pourront, le cas échéant, continuer d'être applicables pendant cette transition si le Président le souhaite, afin de ne pas retarder ou mettre en péril les actions en cours.

Il assure la représentation de la *Fondation Université Côte d'Azur* et exerce les compétences qui lui sont déléguées par le Conseil d'Administration dans le respect des Statuts et du Règlement Intérieur. Il peut déléguer sa signature à un ou à plusieurs Membres du Bureau ou au Directeur Général de la *Fondation Université Côte d'Azur*.

Le Président représente la *Fondation Université Côte d'Azur* dans tous les actes de la vie civile. Dans les conditions définies par le Règlement Intérieur, il ordonnance les dépenses.

Le Président ne peut être représenté en justice que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale. Toutefois, le Président peut consentir au Directeur Général une procuration générale pour représenter la *Fondation Université Côte d'Azur* dans les litiges qui touchent à la gestion courante dans des conditions définies par le règlement intérieur.

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration nomme le Directeur Général de la *Fondation Université Côte d'Azur*. Son mandat est de cinq ans. Le Directeur Général dirige les services de la *Fondation Université Côte d'Azur* et en assure le fonctionnement. Il dispose des pouvoirs nécessaires à l'exercice de sa mission par délégation du Président. Il assiste, sans participation aux délibérations, aux réunions du Conseil d'Administration et du Bureau.

Les Représentants de la *Fondation Université Côte d'Azur* doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

#### **ARTICLE 7 : Le Bureau**

Le Conseil d'Administration désigne en son sein un Bureau qui sera composé, outre du Président, du Trésorier, d'un Secrétaire et de 2 Membres qui se voient conférer le titre de Vice-Président, l'un représentant les Membres de Droit Privé, l'autre Représentant les Membres de Droit Public. La durée de leur mandat est identique à celle de leur mandat au sein du Conseil d'Administration.

Les fonctions sont exercées à titre bénévole et gratuit.

Le Bureau se réunit au moins une fois par trimestre.

Il prépare les travaux du Conseil d'Administration et en fixe l'ordre du jour.

Il prépare et soumet à l'approbation du Conseil d'Administration le rapport moral et le rapport financier.

Par ailleurs, le Bureau veille à l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et en opère le contrôle. Plus généralement, il assure la bonne marche de la *Fondation Université Côte d'Azur* sous l'autorité du Président.

#### **ARTICLE 8 : le Trésorier**

Le Trésorier tient la comptabilité budgétaire de la *Fondation Université Côte d'Azur*. Il encaisse les recettes et acquitte les dépenses.

Il présente annuellement l'état prévisionnel des recettes et des dépenses et le compte administratif de l'exercice clos, au Conseil d'Administration. La présentation des comptes et leur consolidation devront se faire conformément aux directives du(des) Commissaires aux Comptes.

Il tiendra la comptabilité des fonds issus de dons et legs et veillera à leur affectation conformément à la volonté des donateurs, ainsi qu'à l'exécution de toutes les charges acceptées en contrepartie.

### **TITRE III : DOTATIONS ET RESSOURCES**

#### **ARTICLE 9 : Programme d'action pluriannuel**

Les Fondateurs s'engagent à contribuer à un programme d'action d'un montant d'au moins 150 000 EUROS (CENT CINQUANTE MILLE EUROS) sur une durée maximale de 5 (CINQ) ans.

Le Programme d'action pluriannuel est constitué par un capital de 600 000 EUROS (SIX CENT MILLE EUROS) que les Fondateurs s'engagent à verser à partir de 2017, comme suit :

FONDATEURS	MONTANT	DURÉE
Université Côte d'Azur	10 000 EUROS : 1 seul versement	5 ans
Banque Populaire Méditerranée (BPMED)	140 000 EUROS : 1 seul versement	5 ans
Groupe Services France (GSF)	140 000 EUROS : 1 seul versement	5 ans
Groupe Air Refreshing Control (ARECO)	100 000 EUROS : 20 000 €/AN	5 ans
Groupe CIBELLY	80 000 EUROS : 16 000 €/AN	5 ans
Nouveaux FONDATEURS	MONTANT	DURÉE
État de Monaco	120 000 EUROS : 30 000 €/AN (convention spécifique)	4 ans
Métropole Nice Côte d'Azur	10 000 EUROS : 1 seul versement	1 an

À la création de la *Fondation Université Côte d'Azur*, chaque Fondateur peut, soit procéder à un versement libératoire initial égal au total de son engagement sur les cinq années à venir de la *Fondation Université Côte d'Azur*, soit s'engager à verser à celle-ci sa contribution définie en cinq fractions annuelles.

Les Nouveaux Fondateurs, admis postérieurement à la création en 2017 de la *Fondation Université Côte d'Azur* sont tenus de participer au programme d'action pluriannuel dans les conditions déterminées par décision du Conseil d'Administration de la *Fondation Université Côte d'Azur* consacrant l'intégration de ces nouveaux Membres. L'admission de ces nouveaux Membres constitue une modification des statuts. Les

modifications apportées aux nouveaux statuts sont autorisées dans les mêmes formes que les statuts initiaux.

Les Parties pourront par la suite, s'ils le souhaitent, augmenter le montant global de leur contribution. Cette augmentation de leur contribution constitue une modification des statuts et de la mise en place d'une convention spécifique entre la *Fondation Université Côte d'Azur* et le(s) Fondateur(s). Les modifications apportées aux nouveaux statuts sont autorisées dans les mêmes formes que les statuts initiaux.

Le présent article vaut avenant au sens de l'alinéa précédent pour l'intégration à la *Fondation Université Côte d'Azur*, en qualité de « **Fondateurs** », de l'État de Monaco et de la Métropole Nice Côte d'Azur.

Conformément à l'article 19-7 de la loi 87-571 du 23 juillet 1987, les sommes que chaque Membre Fondateur s'engage à verser sont garanties par une caution bancaire qu'il aura fournie à la création de la *Fondation Université Côte d'Azur*. Dans l'hypothèse où l'un de ses Membres Fondateurs serait un établissement de crédit, ladite caution pourra lui être fournie par une société de son Groupe. Toutefois, dans le cadre d'un versement en une seule fois, et conformément à l'instruction n°04-040-K1 du 16 juillet 2004, le Fondateur présente un chèque de banque ou place l'argent sur un compte bloqué jusqu'à la date de publication de l'arrêté rectoral autorisant la création de la *Fondation Université Côte d'Azur*.

En cas de non-respect par un des Fondateurs du calendrier des versements composant la dotation initiale, une lettre recommandée avec accusé de réception demandant le versement sous quinze jours sera adressée par la *Fondation Université Côte d'Azur* au Fondateur avec copie à la banque garante. Si le versement n'est pas effectué par le Fondateur dans le délai imparti, une lettre recommandée avec accusé de réception sera envoyée par la *Fondation Université Côte d'Azur* à la banque garante afin d'obtenir le versement de la somme correspondante.

#### **ARTICLE 10 : Les ressources de la Fondation Université Côte d'Azur**

Les ressources de la *Fondation Université Côte d'Azur* se composent :

- ✓ des versements des Fondateurs et des éventuels Nouveaux Fondateurs ;
- ✓ des subventions de l'État, des Collectivités Territoriales et de leurs Établissements Publics ;
- ✓ des dons, donations, mécénats de toute personne physique ou morale, legs et assurances-vie qui lui seraient consentis par toute personne physique ou morale et des produits de l'appel à générosité publique, notamment effectué auprès des anciens élèves et de la communauté de *Université Côte d'Azur* ;
- ✓ des produits et rétributions pour services rendus et produits vendus ;
- ✓ des produits et rétributions liés à sa politique de « *Naming* » sur les bâtiments, espaces, équipements et matériels appartenant à *Université Côte d'Azur* ou mutualisés avec ses partenaires ;
- ✓ des revenus tirés de ces ressources ;
- ✓ de la participation des fondations individualisées au coût de fonctionnement général de l'administration de la *Fondation Université Côte d'Azur* ;

✓ et de tout autre revenu qui ne serait pas interdit par la législation.

Toutes valeurs mobilières doivent être placées en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'Article 55 de la Loi n°87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France.

Si la *Fondation Université Côte d'Azur* détient des actions des entreprises fondatrices ou des sociétés contrôlées par elles, elle ne peut exercer les droits de vote attachés à ces actions.

La *Fondation Université Côte d'Azur* peut recourir au mécénat de compétence par une mise à disposition de personnel proposé par une entreprise mécène, qui peut prendre la forme d'une prestation de service ou de prêt de main d'œuvre. La mise à disposition peut être à durée déterminée.

La *Fondation Université Côte d'Azur* établit, dans les 6 (SIX) mois qui suivent la fin de chaque exercice social, des comptes annuels certifiés par un Commissaire aux Comptes, conformément au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par l'arrêté interministériel du 8 avril 1999.

## **ARTICLE 11 : Exercice social et comptes sociaux**

### **ARTICLE 11.1 : Exercice social**

Chaque exercice a une durée d'une année. Il commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre. Par exception, le premier exercice social de la *Fondation Université Côte d'Azur* débutera à la date de publication de l'autorisation de sa création et se clôturera au 31 décembre de la même année.

### **ARTICLE 11.2 : Comptes sociaux**

La *Fondation Université Côte d'Azur* établit chaque année un Bilan, un Compte de Résultat et une Annexe qui sont approuvés par le Conseil d'Administration.

Ces documents sont analysés dans un Rapport d'Activité sur l'évolution de la *Fondation Université Côte d'Azur*, établi par le Conseil d'Administration dans les cinq mois de la clôture de l'exercice, et communiqués au Commissaire aux Comptes. Le Rapport d'Activité, les Comptes Annuels et le Rapport du Commissaire aux Comptes sont adressés chaque année au Préfet du Département des Alpes-Maritimes, au Recteur de l'Académie de Nice et aux Membres Fondateurs, au plus tard le 30 juin suivant la clôture de l'exercice écoulé.

## **ARTICLE 12 : Modification des statuts et dissolution**

### **ARTICLE 12.1 : Modification**

La modification des présents statuts doit être adoptée par le Conseil d'Administration de la *Fondation Université Côte d'Azur* à la majorité des trois quarts des Membres présents ou représentés. La

présence de la majorité des membres en exercice du Conseil d'Administration et d'au moins un représentant de chaque membre fondateur est requis.

#### **ARTICLE 12.2 : Dissolution**

La *Fondation Université Côte d'Azur* est dissoute soit par l'arrivée du terme, soit sur décision du Conseil d'Administration à la majorité des trois quarts des Membres en exercice, présents ou représentés, soit en cas du retrait de l'autorisation administrative par l'abrogation de l'arrêté approuvant ses statuts.

Le Conseil d'Administration désigne alors un liquidateur qu'il charge de procéder à la liquidation des biens de la *Fondation Université Côte d'Azur* et auquel il confère tous les pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette mission.

Les ressources non employées et la dotation, sont attribuées par le liquidateur à la ou les autre(s) fondation(s) crée(s) par Université Côte d'Azur. S'il n'existe pas d'autre fondation, les ressources non employées seront versées directement à Université Côte d'Azur.

#### **ARTICLE 11.3 : Publicité**

Les délibérations du Conseil d'Administration mentionnées aux deux précédents articles des présents statuts sont exécutoires qu'après publication au Bulletin Officiel de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche de l'autorisation délivrée par le Recteur de l'Académie.

### **ARTICLE 12 : CONTROLE ET CONTESTATION**

#### **ARTICLE 12.1 : Contrôle**

Le Préfet du Département s'assure de la régularité du fonctionnement de la fondation partenariale. À cette fin, il peut se faire communiquer tous documents et procéder à toutes investigations utiles.

Le Recteur d'Académie, ayant autorisé la création de la fondation partenariale, peut également se faire transmettre tous documents ou informations utiles.

#### **ARTICLE 12.2 : Contestation**

Pour tout litige qui naitrait de l'interprétation ou de l'exécution des présentes, les Parties s'obligent, préalablement à toute action en justice et sous peine d'irrecevabilité de leur action, à saisir le Centre de Médiation et d'Arbitrage de Paris, sis 39 avenue Franklin D. Roosevelt - 75008 - PARIS, pour tenter de trouver, dans le cadre d'une médiation conventionnelle, une solution amiable à leur différend.

À défaut de conclusion d'un accord au plus tard dans les 60 jours suivant la première réunion organisée par le médiateur désigné par le Centre de Médiation et d'Arbitrage de PARIS, chacune des Parties pourra mettre un terme à la médiation et saisir la juridiction compétente pour faire trancher son différend.

Les frais de la médiation seront partagés par le Parties. La médiation devra être conduite de bonne foi par les Parties.



## European Institute of Innovation and Technology

# EIT Call for Proposals 2021 for a new EIT Knowledge and Innovation Community (KIC) in the Cultural and Creative Sectors and Industries (CCSI)

Version 2.0  
30 November 2021





HISTORY OF CHANGES			
Version	Publication Date	Change	Page
1.0	26. 10. 2021	Initial published version	
2.0	30.11.2021	Correction of clerical mistake in table 1 (weighting of communications and dissemination of results)	20
		Addition to useful documents (EIT Innovation Model and EIT Brand Book)	27



# European Institute of Innovation and Technology (EIT) Call for Proposals 2021 for a new EIT Knowledge and Innovation Community (KIC) in the Cultural and Creative Sectors and Industries (CCSI)

Deadline for the submission of proposals:  
**24 March 2022 [17:00 Brussels local time]**

## 1. Introduction

The European Institute of Innovation and Technology (EIT) is a key driver of sustainable European economic growth and competitiveness. It reinforces the innovation capacity of the EU and its Member States to address the grand challenges facing European society.

During the 2021 to 2027 period, the EIT contributes to the general objectives of [Horizon Europe – the Framework Programme for Research and Innovation](#) by integrating the entrepreneurship-driven ‘Knowledge Triangle’ of business, higher education and research to boost disruptive innovation across Europe.

To further enhance its impact and to incentivise the innovations needed to meet new societal challenges, the EIT will, as established in the [EIT Regulation](#) and [EIT Strategic Innovation Agenda \(SIA\) 2021-2027](#) gradually expand its portfolio of Knowledge and Innovation Communities (KICs). With this Call for Proposals, the EIT launches the selection process for **a new KIC in the thematic area of cultural and creative sectors and industries** as described in the [factsheet](#).

The EIT Community is characterised by a focus on results and an ambition to achieve long-lasting impact in the way the EU approaches and manages innovation. It is therefore critical that all KICs are designed and have a focussed strategy so that they **achieve substantial impact on the societal challenge** through successful innovations and at the same time **create sustainable innovation ecosystems**. To achieve this, they should put in place appropriate governance and management systems and ensure openness and transparency in their activities to identify and support the most promising innovations and entrepreneurs in Europe. In line with the EIT Innovation Model, each KIC must develop and implement a financial sustainability strategy, which includes returns from successful innovations that allow to maintain its innovation ecosystem and activities beyond the period during which the EIT provides financial support. Furthermore, as part of the Partnership Agreement to be concluded with the EIT, the KIC should ensure compliance with fundamental principles applicable to public funds and each KIC has to adhere to the EIT principles of good governance.



## 2. Background

### 2.1 The EIT

Europe has excellent business, education and research organisations, leading to inventions whose innovation potential should be fully exploited. Europe's research and innovation systems should also be further integrated by developing poles of excellence to compete at a global level and by fostering closer collaboration between organisations from the Knowledge Triangle. Moreover, to create and nurture high-growth companies and capture the value of research and innovation outputs, Europe must do more and better to instil an entrepreneurial culture throughout society.

The EIT was created in 2008 to enhance Europe's ability to innovate by integrating, for the first time at the EU level, education and entrepreneurship with research and innovation. To achieve this goal, the EIT follows an 'investor approach', which stands for a focus on identifying the best strategic opportunities and selecting a portfolio of world-class partnerships – the KICs – to deliver them.

Through its KICs, the EIT develops and tests new models of how innovation is approached, managed, financed and delivered in Europe. The EIT has created new ecosystems in which innovation thrives and has generated breakthroughs in the way in which higher education, research and business cooperate. Ultimately, the EIT significantly boosts and accelerates the innovation process - from idea to product and service, from student and researcher to entrepreneur, from lab to the market; thereby triggering a change towards a more entrepreneurial mindset across the EU and beyond.

As a European Institute, the EIT shares new, innovative approaches and good practices emerging from its activities to the benefit of the entire European Union and its future generations.

The EIT is an integral part of Horizon Europe, the EU Framework Programme for Research and Innovation 2021-2027. To promote cross-fertilisation, the EIT and its KICs exploit synergies and complementarities with existing European and other relevant policies and programmes.

The EIT's legal framework can be found in the [EIT Regulation](#) and the [EIT Strategic Innovation Agenda 2021-2027](#).

### 2.2 EIT KICs

An EIT KIC is an integrated partnership<sup>1</sup> bringing together leading companies, higher education institutions, research organisations and other stakeholders in the innovation process to tackle

---

<sup>1</sup> In accordance with Article 2(2) of the EIT Regulation, 'Knowledge and Innovation Community' or 'KIC' means a large-scale Institutionalised European Partnership, as referred to in Regulation (EU) 2021/695, of higher education institutions, research organisations, companies and other stakeholders in the innovation process in the form of a strategic network, regardless of its legal form, based on joint mid- to long-term innovation planning to meet the EIT challenges and contribute to attaining the objectives established under Regulation (EU) 2021/695.



pressing societal challenges through the development of products, services and processes and also by nurturing innovative, entrepreneurial individuals. A KIC connects excellence-driven innovation hubs, the Co-location Centres<sup>2</sup>, to become leading centres of excellence, competing and collaborating with other innovation hubs across the world.

A KIC follows a long-term innovation and impact-driven strategy, operating with a business logic and a results-oriented approach to contribute to the achievement of the EIT's overall mission, the priorities laid down in the [EIT Strategic Agenda 2021-2027](#) and the attainment of the general objectives established in Horizon Europe.

A KIC delivers a whole range of world-class activities bringing together actors from different sides of the Knowledge Triangle (business, education and research) encompassing the whole innovation value chain within a particular field. A KIC's portfolio of activities typically includes, inter alia: entrepreneurial education and training programmes, research and innovation projects, and incubation of and support to start-ups and scale-ups. The EIT also encourages close collaboration between all of its KICs.

A KIC is established as a legally and financially structured transparent partnership with a substantial degree of autonomy to set up its own governance system based on good governance principles provided by the EIT. A strong commitment by KIC partners, including financial support, is indispensable. It is mandatory for the KICs to remain open and flexible to attract new partners who bring added value to the partnership.

Achieving financial sustainability in the long-term is a unique feature of the EIT's innovation model. In this context, a KIC must develop and implement a revenue-generating strategy to maintain its innovation ecosystem and activities beyond the period during which the EIT provides financial support through grant agreements.

In pursuing financial sustainability, the KIC should look for a diversification of its revenue and investment sources by mobilising funds from other public and private sources and to attract and engage the widest possible range of relevant new partners. The KIC should aim to maximise the share of contributions from public and private sources and from income generated by its activities and to pursue and achieve financial sustainability at the latest before the expiry of the Partnership Agreement with the EIT.

The EIT Regional Innovation Scheme (RIS) is mandatory for all KICs and an integral part of its multi-annual strategy. EIT RIS activities support the improvement of innovation capacity of countries, and regions in those countries, which are classified as modest and moderate innovation performers

---

<sup>2</sup> In accordance with Article 2(3) of the EIT Regulation, 'co-location centre' means a physical hub, established in an open and transparent manner, which promotes links between and active collaboration among knowledge triangle actors and acts as a focal point for knowledge exchange and through which the KICs' partners are able to access facilities and the expertise needed to pursue their common objectives.



according to the [European Innovation Scoreboard](#), as well as the Outermost Regions, and facilitate the integration of new partners from those regions and countries into the KIC's communities. The KIC's EIT RIS activities should be aligned with the [EIT RIS Implementation Framework \(2022-2027\)](#) and deliver on the EIT RIS objectives presented in the EIT legislative framework.

In addition, a KIC is expected to take part in the **EIT Higher Education Institutions (HEI) Initiative** helping higher education institutions to build their capacity to innovate and to teach innovation and entrepreneurship.<sup>3</sup>

### 2.2.1 Impact

Together with excellence, impact has been one of the guiding principles of the EIT since its creation. In a context of economic frailty, demonstrating a tangible and measurable impact is essential. The EIT Community<sup>4</sup> is characterised by a focus on results and on achieving long-lasting impact in the way the EU approaches and manages innovation. It is therefore critical that the KIC demonstrates substantial impact at the socioeconomic level over time, and significant progress towards achieving its mission and objectives. The KIC should harvest intellectual, human, material and financial resources to create valuable outputs such as innovation communities, high quality curricula, start-ups, innovative products, services, technologies, through which it develops and sustains value-added business, enhances competencies necessary for innovation and entrepreneurship, and for developing solutions to major societal challenges.

A KIC is expected to create the following impacts:

- **technological/economic/innovation impact** by influencing the creation and growth of businesses, as well as the creation of new innovative solutions to address the global challenges, creating direct and indirect jobs and mobilising additional public and private investments;
- **scientific and educational impact** by strengthening human capital in research and innovation, enhancing innovative and entrepreneurial skills both at individual and organisational levels and fostering the creation and diffusion of knowledge and innovation openly within society;
- **societal impact**, including the impact derived by the delivery of systematic solutions within and beyond the EIT Community, also through Cross-KIC activities<sup>5</sup>, by addressing EU policy

---

<sup>3</sup> The EIT piloted the HEI Initiative in 2021 for an initial period of 3 years. Subject to a positive evaluation of the pilot stage, the initiative is expected to continue.

<sup>4</sup> In accordance with Article 2(8) of the EIT Regulation, 'EIT Community' means the EIT and the active community of individuals and legal entities which benefited or benefit from the EIT support or financial contribution.

<sup>5</sup> "Cross-KIC activities" means activities that aim to enhance cooperation and synergies between KICs, foster a more inter-disciplinary approach and create a critical mass among KICs to tackle topics of common interest (EIT Regulation 2021/819)



priorities in the Cultural and Creative Sectors and Industries (CCSI) through innovative solutions, engagement with citizens and end-users and by strengthening the uptake of innovative solutions in these areas in society.

This KIC approach to building systemic impact should be aligned with and contribute to Horizon Europe impact pathways approach as well as the [EIT Impact Framework](#)<sup>6</sup> KPIs.

### 2.2.2 People & Talent

Whether innovation projects, entrepreneurial education courses or business creation, acceleration and coaching, a KIC puts people at the centre of all its activities. It provides talented individuals with the opportunity to start a company, design a product, launch a service, get a new degree, and advance their careers. It enables them to move – across national borders for new jobs, studies or tasks, or across the boundaries between industrial sectors or academic disciplines. Providing these opportunities is important; it should be reflected in the KIC's management model, its long-term strategy, its drive for excellence, and its portfolio of activities.

### 2.2.3 Partnership

The KIC is an integrated partnership, more specifically an 'Institutionalised European Partnership' under Horizon Europe. It operates within the EIT Community that brings together businesses (including SMEs), educational institutions, research organisations, and other innovation stakeholders such as public authorities and NGOs. From this core stems a network that enables national and cross-border collaboration, and offers the benefits of regional ecosystems, partners' facilities, factories, and classrooms for joint programmes and projects.

A KIC should be a **diverse and dynamic partnership**. The partnership is an essential feature of the KIC and it must bring together players from across the knowledge triangle in a balanced and collaborative manner. This diversity of partners is also essential as no two companies, universities or research institutes are the same and people within these companies, higher education or research institutions are also unique in terms of their skills, gender, culture, age, experience, etc.

A KIC should be an **autonomous, open and transparent partnership**. The partnership is responsible for setting up its internal organisation and agreements. It must embrace a strong growth strategy and ensure full openness to new partners by raising awareness among stakeholders and enabling their participation, and by setting out transparent criteria for external organisations to join the partnership during the KIC's lifetime. Therefore, the KIC shall make available the partner entry and exit criteria, the application process for becoming a KIC partner and the redress procedure on its website. Moreover, calls for innovation activities and start-ups should as a rule be fully open, in order to attract the best talents and ideas with the highest innovation potential.

---

<sup>6</sup> Decision 7/2021 of the Governing Board of the EIT of 7 May 2021 on the EIT Key Performance Indicators (EIT KPIs)



The size of the partnership may vary during the KIC's lifetime, but is expected to increase rapidly after the start-up year. The initial consortium of partners that applies for this Call for Proposals has a crucial role in defining the core strategic elements of the KIC, successfully setting up its legal and operational readiness, developing the EIT identity, and starting to implement the KIC's first activities. To define this together with the initial partners, a KIC receives EIT support during the first year through a Start-Up Grant Agreement. As the volume and scope of activities grow in the following years, a KIC should then bring in new partners, provided they add value to the partnership, based on excellence and innovation relevance.

#### 2.2.4 The EIT Innovation Hubs: Co-location Centres and RIS hubs

A KIC brings together organisations of different sectors, countries and disciplines. This is enabled physically through EIT co-location centres or Innovation Hubs which are the main instrument for managing activities and knowledge flow.

A '**co-location centre**' (CLC) is a physical hub, established in an open and transparent manner, that promotes links between and active collaboration among knowledge triangle actors. It acts as a focal point for knowledge exchange through which a KIC's partners are able to access facilities and the expertise needed to pursue their common objectives there.

A KIC may set up five to ten CLCs with partners in close proximity, which is essential to facilitate interaction among members of the regional community. CLCs are the focal point for the KIC's activity within these areas of focus. These Innovation Hubs should bring together organisations from across the knowledge triangle to foster innovation and entrepreneurship. When selecting the locations of the CLCs, KICs should also consider geographical diversity in order to be able to tap into the innovation potential throughout Europe.

An '**EIT RIS hub**' means a physical hub, established by a KIC and forming part of its structure, in a Member State or in a Horizon Europe associated country targeted by the EIT [Regional Innovation Scheme \(RIS\)](#) that serves as focal point for the KIC's activities and for the mobilisation and involvement of local knowledge triangle actors in the activities of the KIC.

RIS Hubs are a central element of the EIT RIS' 'place-based' innovation approach and a crucial tool in supporting the objective of attracting and facilitating the integration of potential new partners in the KIC, address the local ecosystem needs in EIT RIS countries and regions<sup>7</sup>, as well as, to bridge the innovation gap within Europe. RIS Hubs can have a single country-focus, a regional-focus or a multi-country focus. EIT RIS Hubs could pave the way to the establishment of a CLC in the targeted region.

As part of the KIC's strategy, which fundamentally includes synergies with other initiatives, the innovation capacity and potential impact of all Innovation Hubs together must be greater than their

---

<sup>7</sup> Countries and regions eligible to participate in the EIT RIS are also fully eligible to participate in all other EIT KIC activities.



individual strengths. They should give the KIC critical mass on a European scale, forming a continent-spanning network that enables partners to tap into the best talents, ideas and resources. A KIC should choose a hub model best suited to its strategy. The management structure of a hub should also conform to principles of good governance, in particular reflecting the diversity in the composition of the partners (ensuring a proper balance within the knowledge triangle), ensuring openness to new partners, an open and high-quality decision-making process, and separating the supervisory function from the operations.

Finally, KICs are incentivised by the EIT to set up joint CLCs and RIS Hubs in locations where more than one KIC is present in order to maximise synergies, achieve a critical mass and higher visibility in the local innovation ecosystem and to take full advantage of efficiency gains.

### 2.2.5 Contributing to the EIT Community branding and communication

The EIT Community is a thriving community that brings together innovators and organisations from the EIT, its KICs, and the EIT Alumni. The EIT Community brand unites all who innovate with the EIT Community: innovators, entrepreneurs, students, organisations from business, education, research, civil society, authorities and last but not least, citizens.

It is important that the KIC is consistent in its approach to the EIT branding and communications. Since EIT grants are financed by European Union funds, a KIC and its beneficiaries must actively engage in communication activities to promote the projects and to publicly acknowledge EIT and EU support. A KIC should therefore have a communications strategy in place and annual communications plan focused on their innovation and entrepreneurship approach, activities, and results.

When communicating, a KIC must contribute to the development of an innovative ecosystem and must adhere to the EIT Community Brand guidelines.

### 2.2.6 Dissemination of results

A KIC shares and exchanges information, results and lessons learned from its activities and achievements with external stakeholders across the European innovation landscape through outreach and dissemination activities, thereby promoting a faster uptake of innovation models across the EU. The KIC must put forward its results, products and companies, to the market and to society at large. Dissemination, exploitation and communication all aim to help maximising the impact of the knowledge triangle actions.

The objective of dissemination is to make the results available, i.e. transfer knowledge and results with the aim to enable others to use and take up these results. The objective of exploitation is to make effectively use the results through scientific, economic, political or societal exploitation routes, in order to turn R&I actions into concrete value and impact. To reach this and to ensure an integrated approach together with communication activities, the KIC should define a dissemination strategy (in line with their IP policy) as well as annual plans.



Moreover, by identifying, analysing and sharing good and novel innovation practices, the KIC should ensure that knowledge generated within its activities is disseminated and capitalised upon for the benefit of people and organisations, including those not directly benefiting from working with the EIT Community.

### 2.2.7 Synergies

As a dynamic partnership, a KIC must have a strong collaborative organisational culture. Seeking collaboration at local, national and regional levels should be a core element of a KIC's synergies portfolio, bringing more actors into the knowledge economy and giving a greater push to open innovation in the EU. A KIC is therefore expected to develop a strategy for synergies and a roadmap to achieve its objectives by identifying:

- **Who:** with whom to work with
- **What:** activities of mutual interest
- **Where:** in which areas/programmes/policies
- **When:** the timeline of developing the collaboration
- **Why:** the added value of this collaboration

In this way, a KIC gradually develops an extensive network of collaborating organisations at different dimensions and levels, thematic and horizontal, strategic and operational. Furthermore, it works closely with the EIT, which fosters synergies and interaction between KICs as well as with other actors at institutional level. A KIC seeks to establish a structured dialogue with the relevant European Commission services, to provide input and feedback to the relevant fields of policy-making. Furthermore, it continuously seeks consistency with and contributes to the EU priorities, cooperation with other relevant EU programmes and stakeholders, and explores possibilities within new initiatives, through close interaction and consultative dialogues. The EIT's new KIC should in particular strive for synergies with Creative Europe Programme, European Digital Innovation Hubs, Cohesion Policy Funds, InvestEU Advisory Hub, Single Market Programme and Enterprise Europe Network etc. In addition, close cooperation with the European Innovation Council is encouraged particularly in supporting and accelerating innovative start-ups and scale-ups.

### 2.2.8 Governance & management

The choice of an appropriate legal entity in order to deliver the strategic agenda of a KIC is crucial. It integrates the partners but must avoid conflicts of interest, and is the focal point for any interaction between the EIT and the partnership. It is the KIC Legal Entity (KIC LE) that, mandated by the KIC partnership, signs the [Partnership Agreement](#) and the [Grant Agreements](#) with the EIT.

The legal and governance structure chosen by a KIC should reflect the initial commitment of the various partners and its business model. But more importantly, it should have a bearing on their performance and long-term commitment. In addition, the choice of legal entity determines the



governance structures of the KIC. Whatever the structure, its leading principle must be business-like logic and flexibility to make quick decisions. The governance of a KIC must ensure a high degree of independence of its members and all individuals must be committed to the successful implementation of the KIC's strategy and avoidance of conflicts of interests.

The legal entity's size and staffing must be proportionate to the size of the partnership and its activities, ensuring smooth management and operation of the KIC in an effective and efficient way. The legal entity must act in the best interest of the KIC, safeguarding its goals, mission and identity independently from the particular interest of individual partners. A KIC may decide to follow a membership fee model in the beginning to secure other sources of funding. However, membership systems should not prevent openness of the partnership and can in no way be tied to privileged access to funding for innovation projects. It could give the KIC initially room for operational flexibility and could mitigate cash liquidity risks until returns from successful innovations and activities can sustain the ecosystem.

The KIC should ensure a top-quality governance and management including excellent staff that are guided by the values of the EIT Community and are committed to deliver on EU policy priorities in the sector. The governance and organisation of a KIC should be well thought-out, taking the knowledge triangle integration process as a starting point. Within principles of good governance, a KIC is free to define its own internal organisation and management structure – but experience shows that complexity in governance structures should be avoided, and a strong, lean and flexible management approach is needed to implement a KIC strategy and to sustain the ecosystem in the long run.

The KIC should aim to develop a clear structure for collaboration among partners so that the mission of the EIT can be fully achieved. This governance will be the basis for the successful implementation of the strategy and future financial sustainability of the KIC. It should have **clear leadership** with a Chief Executive Officer (CEO), supported by an executive team consisting of top management positions such as a Chief Financial Officer (CFO) and Chief Operating Officer (COO). They should have executive power over the management and finances of the KIC. The partners should be represented together with independent members by participation in Boards and Assemblies. The members of the governance structure must act in the best interest of the KIC, safeguarding its goals, mission and identity, in an independent way. A KIC and its partners must have a code of good conduct including a policy on conflicts of interest and an Anti-Fraud Strategy.

In order to emphasise best practices and ensure compliance with fundamental principles applicable to public funds, the EIT has set out **principles of good governance** in Article 6 of the [Partnership Agreement](#). In particular, the KIC governance and management structure must:

- ensure compliance with the provisions of Article 10 of the Horizon Europe Regulation and the criteria for the selection, implementation, monitoring, evaluation and phasing out laid down in Annex III of the Horizon Europe Regulation;
- reflect diversity, in particular with regard to gender, geographical and professional background;



- reflect the diversity in the composition of the KIC, in particular the balance within the knowledge triangle;
- separate ownership and membership from operational management;
- separate the supervisory functions from the operations;
- have a size which allows the KIC to function in an effective and efficient way;
- separate the decisions on activities, on KIC funding schemes and distribution of funding from their implementation;
- ensure that at least half of the members — including the chairperson — of the body with supervisory functions are independent from the KIC partners;
- be composed of high-quality members who are selected in a transparent and competitive procedure;
- have an effective supervision or ownership over the entities with a CLC role.

Furthermore, the KIC will be steered by the EIT Governing Board, which provides strategic direction to the EIT and its KICs. The EIT will closely monitor the KIC's implementation of the good governance principles and the EIT Governing Board will take corrective measures if needed.

The KIC must have an effective operational structure to implement the KIC Strategic Agenda and the KIC Business Plans.

### 2.2.9 Openness and transparency

Openness and transparency are particularly emphasised in the EIT Regulation and the EIT Strategic Innovation Agenda 2021-2027. These notions cover various aspects of the KIC operations which are defined in the [Partnership Agreement](#).

**Openness:** the KIC must ensure continuous openness during implementation, notably for priority setting, and must involve all relevant partners and stakeholders to maximise its impact. The KIC must develop and implement an ambitious growth strategy, be open to new partners by raising awareness among stakeholders and enabling their participation, launching open calls not restricted to partners and remain open during its lifetime. The KIC must ensure a high degree of openness when managing KIC funding schemes and design calls and selection processes to attract the most impactful innovations and entrepreneurs in Europe.

**Transparency:** the KIC must be transparent, by publishing on its website and providing the EIT with information and key documents in due time about the KIC's vision, objectives and main activities, as defined in the KIC Strategic Agenda; KIC set-up and governance; KIC partnership issues, e.g. partner entry and exit criteria and application process for becoming a KIC partner and redress procedure. The KIC shall transparently publish the main documents relating to its activities, such as the summary of the Business Plans, annual reports and information on ongoing activities, outcome and results, calls for RIS hubs. The KIC shall publish its open funding schemes on the EU Funding & Tenders Portal under Horizon Europe.



## 2.2.10 Business model, financial plan and sustainability

One of the key features of the EIT is that each KIC must aim to become [financially sustainable](#) within a period of 7 to 15 years after its designation. From the start, a KIC is expected to have a strong business logic and mind-set aiming to build assets and generate revenues from its activities, and include mechanisms to ensure their sustainability over time.

**Financial sustainability** means the capacity of a KIC to finance its knowledge triangle activities independently from EIT contributions. EIT funding shall be replaced with other sources, both private and public (regional, national, European, international), in particular via the generation of various revenue streams (e.g. return on investments, revenue sharing, licensing, equity stakes in start-ups, commercialising education programmes, selling services and consulting etc.). Therefore, a KIC must decide what its unique selling proposition will be, which assets it can create, what value it can add, and what business opportunities could make an impact on the societal challenge and also facilitate financial sustainability in the medium-term. A market analysis, including how and when to achieve a competitive position in the European and global marketplaces and how to use successful innovation to create revenues, is essential. It must also plan how to raise capital. As a KIC develops, its financial needs increase – and that has consequences on how the KIC attracts complementary funding for its operations. Therefore, partners' commitments, including financial support from the beginning, is crucial.

The EIT financial contribution is allocated so that it balances the requirement to support the KICs' long-term strategy while rewarding each KIC for its excellence, impact ambition and implementation in the mid-term. As set out in the EIT Regulation, the EIT contribution to the KICs shall gradually decrease over time in compliance with the funding rates defined in the EIT Strategic Innovation Agenda 2021-2027 as follows:

	Start-up	Ramp-up	Maturity	Exit from EIT grant
Years	1*-4	5-7	8-11	12-15
EIT funding rate	Up to 100%	Up to 80%	Up to 70%	50% at year 12, decreasing by 10 percentage points per annum

*\*Year 1 is for the start-up grant*

The KIC or its partner organisations may apply for Union financial contribution, in particular in the framework of Union programmes and funds, in accordance with their respective rules. In that case, such contribution shall not cover the same activity already funded under another European Union programme. Contributions from partner organisations to the financing of KICs shall be determined in accordance with the funding rates defined in the EIT SIA and reflect the KIC's strategy for financial sustainability.



### 3. Topic of the Call for Proposals

For information on the thematic scope of this KIC, please consult the [SIA fact sheet on cultural and creative sectors and industries](#), also available in the annexes of this call.

### 4. Indicative budget to the KICs in the 2021-2027 period

For the period 2021-2027, the EIT is funded through a financial contribution from Horizon Europe set at EUR 2 726 000 000 in current prices, with an additional amount of EUR 210 000 000 in constant 2018 prices.

The EIT budget covers three main components during this period:

- (1) expenditure for the existing eight KICs (reflecting that for three of them the partnership agreements will come to an end by 2024) and the launch of two new KICs (one in 2022 or 2023 and a second one in 2026);
- (2) EIT administrative expenditure; and
- (3) expenses for preparation, monitoring, control, audit, evaluation and other activities and expenditures necessary for managing and implementing the activities of the EIT, as well as evaluating the achievement of its objectives in accordance with Article 12(6) of the Horizon Europe Regulation.

In accordance with the EIT Strategic Innovation Agenda 2021-2027, around **EUR 2 854 000 000** (96 % of the total EIT budget) is envisaged to fund existing and new KICs in the period of 2021-2027 of which:

- (a) at least 10 % and a maximum of 15 % shall be dedicated to the RIS;
- (b) a maximum of 7 % shall be dedicated to Cross-KIC activities, including support for KICs for which the Partnership Agreement is expired or terminated;
- (c) a maximum of 3 % shall be dedicated to a pilot higher education initiative of three years.

The budget for the launch of two new KICs (one in CCSI and a second KIC to be launched in 2026 in the field of Water, Marine and Maritime Sectors and Ecosystems) is around EUR 300 000 000. The indicative amount for the Start-up Grant is up to EUR 6 million (see Chapter 7.3 below). It shall be used to finance the start-up activities and initial pilot actions to prepare for the first year of full operations and business plan implementation expected to start on 1 January 2024.

The grant amounts which will be allocated to the new KIC as from 2024 will be subject to EIT Governing Board funding allocation decisions.



## 5. Timetable, proposal preparation and submission

This section contains an overview on the preparation and submission of a KIC proposal - further information is available at the Call for Proposals page of the EIT website: <https://eit.europa.eu/our-activities/call-for-eit-communities/2021> or directly through the Funding & Tenders Portal <https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/opportunities/portal/screen/how-to-participate/participant-register>.

The electronic submission service of the Funding & Tenders Portal will open on 26 October 2021. Only proposals submitted through the electronic proposal submission system will be accepted.

### 5.1 Timetable

The submission and evaluation procedure will be managed as follows:

	Steps	Date and time
(a)	Publication of the call for proposals	26 October 2021
(b)	Deadline for submitting applications	24 March 2022 17.00 Brussels time
(c)	Evaluation period: - EIT evaluation of the admissibility, eligibility, selection criteria - Expert evaluation of the award criteria	24 March – May 2022 (indicatively)
(d)	Governing Board decision on the expert evaluation phase	May 2022(indicatively)
(e)	Invitation to the hearings	June 2022 (indicatively)
(f)	Hearings with the EIT Governing Board, designation decision	June 2022 (indicatively)
(g)	Information to applicants	June 2022 (indicatively)
(h)	Invitation for submission of Start-up Plan (only for the successful and designated consortium)	July 2022 (indicatively)
(i)	Submission of Start-up Plan	September 2022 (indicatively)
(j)	Signature of Start-up Grant Agreement	End of 2022 (indicatively)
(k)	Signature of Partnership Agreement	End of 2023 (indicatively)

### 5.2 Proposal content and structure

The proposal will contain three sections:

- **Part A** – this part contains administrative information on the proposal, the Coordinator and partners, including declarations that they are not in a situation leading to exclusion

(Template A – Application form and DoH template)



- **Part B1** – this part includes the main body of the proposal and the following elements should be included:
  - **KIC excellence**, including the KIC strategic approach, key identified thematic areas, innovativeness and KIC partnership innovation potential, readiness to establish concrete synergies and complementarities with other relevant initiatives (maximum 20 pages)
  - **KIC implementation**, including the KIC's leadership principles, team profile requirements, key considerations for setting up operational structures and co-location centres, KIC business model and financial plan (including estimated EIT and non-EIT financial resources) and plans for attracting financial resources and achieving long-term financial sustainability, and a plan for the management and exploitation of intellectual property (maximum 10 pages)
  - **KIC impact**, including planned pan-European impact on the societal challenge, human capital, job creation, economic growth demonstrated by the strategy, Key Performance Indicators (KPIs) and KIC Scoreboard, KIC communications strategy, and outreach (in particular EIT Regional Innovation Scheme); and dissemination plans including the contribution to building the EIT Community brand identity (maximum 20 pages)

(Template B1 – Proposal)

- **Part B2** – this part contains the estimated financial resources

(Template B2 – Estimated financial resources)

- **Part B3** – this part contains a declaration from the legal representative of each partner on their motivation and endorsement of the proposal, and their commitment, including financial commitment (indicative budget per partner), to the objectives and aims of the KIC. The partners in the Motivation and Commitment declarations should provide information about their linked third parties, which are planned to be involved in the KIC's activities. In addition, the Coordinator should attach the operational capacity evidence, including the relevant project references, and the self-compliance check table and the CVs of the key members of the Interim Management Team.

(Template B3 – Motivation and commitment letters)

Proposals may be submitted in any of the official languages of the European Union. Please note, however, that the working language of the EIT is English. Therefore, proposals and documentation submitted in English facilitate the evaluation process. Nonetheless, the choice of proposal's language will not have an impact on the evaluation. The EIT appreciates documentation presented in an orderly way, which is clear and easy to read.



## 6. Evaluation procedure and criteria (admissibility, eligibility, exclusion, selection and award criteria)

### 6.1 Admissibility criteria

Prior to the evaluation, proposals will be examined for compliance with the following admissibility criteria:

- the proposal must be submitted electronically via the proposal submission system operated by the European Commission in accordance with the provisions of the [EU Financial Regulation](#)<sup>8</sup> (Article 149(2));
- all mandatory parts of the proposal must have been completed;
- the proposal must be submitted by the Call deadline.

Only proposals satisfying all of the admissibility criteria shall pass on to the eligibility criteria assessment stage.

Since the working language of the EIT is English, applicants are invited to submit the proposal in English. If the proposal is submitted in any other official language of the European Union, the EIT may ask for the English translation of the specific document from the applicant.

In addition, the proposal must be accessible and legible, otherwise the EIT may request the applicant to resubmit the application document.

### 6.2 Eligibility criteria

Following the admissibility check, only proposals complying with the following conditions will be considered eligible for further evaluation:

- the applying consortium must contain at least three independent partner organisations established in at least three different Member States;
- at least two thirds of the partner organisations forming the consortium are established in different Member States;
- the applying consortium includes at least one higher education institution one research institution and one private company;
- the proposal must be submitted by a consortium containing a maximum of 50 partners.

Only proposals satisfying all of the eligibility criteria shall pass on to the evaluation stage.

---

<sup>8</sup> Regulation (EU, Euratom) 2018/1046 of the European Parliament and of the Council of 18 July 2018 on the financial rules applicable to the general budget of the Union, amending Regulations (EU) No 1296/2013, (EU) No 1301/2013, (EU) No 1303/2013, (EU) No 1304/2013, (EU) No 1309/2013, (EU) No 1316/2013, (EU) No 223/2014, (EU) No 283/2014, and Decision No 541/2014/EU and repealing Regulation (EU, Euratom) No 966/2012



### 6.3 Exclusion criteria

Applicants will be excluded from participation in the Call and from the award if they are in one of the situations referred to in Articles 136(1) of the [EU Financial Regulation](#).

As evidence, the applicants will have to submit a declaration of honour on exclusion criteria and absence of conflict of interest. Following the designation decision, the winning consortium will be requested to submit recently issued evidence (e.g. registration and tax certificates, judicial records) in support of the declaration of honour, in accordance with Article 137 of the [EU Financial Regulation](#).

Only admissible and eligible proposals will be evaluated against the financial and operational capacity criteria.

### 6.4 Financial capacity criteria

The Coordinator's organisation will be subject to the financial capacity assessment if (and when) the winning consortium has been designated. The Coordinator's organisation will be subject to a financial viability check. Financial capacity will be assessed based on the financial viability check<sup>9</sup>.

At the proposal submission stage<sup>10</sup>, the Coordinator will be asked to confirm that the organisation has carried out a self-check of the financial capacity of the organisation through the financial self-check tool<sup>11</sup> or has been covered by a financial viability check for an EU project for the last closed financial year.

If, following the designation decision, the Coordinator's organisation financial viability would be assessed as 'weak' or 'insufficient':

- the Coordinator has to step down from his role but can participate in any other; in this case, the applying consortium must put forward a solution, including the appointment of a new Coordinator and reassignment of the coordination tasks;
- the consortium's activities will be subject to additional monitoring and reporting based on an action plan;
- if no acceptable solution or action plan would be presented by the Coordinator, the KIC designation/start-up phase may be terminated, and the designated consortium is cancelled.

Following the provisions of Article 198(5) of the [EU Financial Regulation](#), public bodies, including Member State organisations, international organisations, or legal entities whose viability is guaranteed by a Member State or a Horizon Europe associated country, will be exempted from the financial capacity check.

---

<sup>9</sup> The organisation's financial viability will be assessed by checking that: it has sufficient liquidity – it is able to cover its short-term commitments, it is financially autonomous, it is solvent - capable of covering its medium and long-term commitments, it is profitable – by generating profits, or at least with self-financing capacity.

<sup>10</sup> This confirmation will be requested on the SEP system as part of the proposal submission forms.

<sup>11</sup> <https://ec.europa.eu/research/participants/lfv/lfvSimulation.do>



## 6.5 Operational capacity criteria

1) The Coordinator's familiarity with the Call's theme and experience of coordinating and/or participating in international projects related to innovation, research and education, (separately or together), as well as familiarity with the European Union's financial procedures, is proven through having:

- participated in at least one project with a total budget (allocated or coordinated) exceeding EUR 3 million;
- coordinated at least one project with at least two other partners (three in total) from at least three different European countries and from at least two sides of the Knowledge Triangle;
- participated in at least two EU financed projects.

The Coordinator should provide references for the above required projects as evidence of his/her operational capacity (one project may meet several of the above criteria). The projects should have been successfully completed, the final implementation date of the projects should not be earlier than 31 December 2017, and the minimum budget of the projects should be higher than EUR 300.000 to make the reference eligible. All reference projects should be related to the relevant thematic area.

2) The capability and necessary experience of the key members of the Interim Management Team, namely the CEO (Chief Executive Officer), COO (Chief Operational Officer), Chief Financial Officer (CFO) are evidenced through them having:

- at least 7 years work experience relevant to the position (i.e. tasks in the Interim Management of the designated consortium);
- for the CEO, 7 years, and for the COO 5 years work experience in the Call's thematic field;
- at least 5 years work experience in an international environment (including implementation of international projects).

Relevant curriculum vitae (maximum four pages) in Europass format<sup>12</sup> covering the related professional qualifications, work experience in international environment and management expertise shall be attached to the Coordinator's Motivation and Commitment Declaration.

Only proposals that pass the operational capacity verification will be evaluated by the external experts.

## 6.6 Technical evaluation (award) criteria

Further to the [Horizon Europe criteria](#) requirements<sup>13</sup>, the following EIT specific technical evaluation criteria will be applied:

---

<sup>12</sup> <https://europass.cedefop.europa.eu/en/documents/curriculum-vitae/templates-instructions>

<sup>13</sup> Article 28 and Annex III of the Horizon Europe Regulation



Table 1 – Technical evaluation criteria

EXCELLENCE 40 points max.	QUALITY & EFFICIENCY OF IMPLEMENTATION 25 points max.	IMPACT 35 points max.
TOTAL 100 points		
<p><b>1.1 STRATEGIC APPROACH</b></p> <p>Relevance, specificity and added value of the strategic approach aiming at excellence and proposed focus within the theme; applicability of the EIT KIC model to tackle the CCSI societal challenge via a multidisciplinary approach by integrating the knowledge triangle and fostering entrepreneurship and innovation throughout Europe. Relevance and specificity of the Consortium's strategy to become a sustainable institutionalised European Partnership.</p> <p><i>[15 points max]</i> <b>[0-5 points; weighting: 3]</b></p> <p><b>1.2 INNOVATION POTENTIAL</b></p> <p>Consortium's innovation potential to implement the future KIC's strategy, demonstrated by the combined quality and commitment of the partners (including SMEs), forming a diverse, balanced, collaborative and world-class/excellent partnership to improve the innovation capacity of local ecosystems including through the EIT Regional Innovation Scheme in accordance with EIT Strategic Innovation Agenda (2021-2027) and</p>	<p><b>2.1. OPERATIONS</b></p> <p>Relevance and quality of the management and governance plans; effectiveness of the operational structure including selection and connectivity of co-location centres and demonstration how the knowledge triangle integration approach will be implemented on the operational level in an efficient manner. This should also include clear reference to how the EIT Regional Innovation Scheme is integrated.</p> <p><i>[10 points max]</i> <b>[0- 5 points; weighting: 2]</b></p> <p><b>2.2 KIC BUSINESS MODEL AND FINANCIAL PLAN</b></p> <p>Feasibility of the future KIC's business model and financial plan (including the generation of funding from non-EIT sources as set out in the EIT SIA/ attraction of co-funding from partners) aiming at financial sustainability in the long-term. Quality and relevance of the future KIC's plan for the management and exploitation of intellectual property supporting the KIC's business model as well as plans to</p>	<p><b>3.1 IMPACT</b></p> <p>Planned pan-European impact in line with the EIT Impact Framework for each of the following impact pathways, demonstrated by relevant KPIs:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Societal impact relevant to the CCSI societal challenge</li> <li>- technological/ economic/innovation impact by influencing the creation and growth of companies, creating of new innovative solutions, direct and indirect jobs and mobilising additional public and private investments)</li> <li>- educational impact by strengthening human capital in research and innovation, enhancing innovative and entrepreneurial skills both at individual and organisational levels.</li> </ul> <p><i>[25 points max]</i> <b>[0-5 points; weighting: 5]</b></p> <p><b>3.2 COMMUNICATIONS</b></p> <p>Quality and relevance of the future KIC's plans for communications including the contribution to the EIT Community brand identity.</p> <p><i>[5 points max]</i> <b>[0- 5 points; weighting: 1]</b></p>



<p>demonstrated openness to integrate new partners.</p> <p><b>[15 points max]</b></p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 3]</b></p> <p><b>1.3 SYNERGIES</b></p> <p>Demonstrated added value and readiness to establish concrete synergies and complementarities, positioning of the future KIC towards other relevant public, private and third sector initiatives at EU, Member State and other levels.</p> <p><b>[10 points max]</b></p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 2]</b></p>	<p>generate other type of revenues.</p> <p><b>[15 points max]</b></p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 3]</b></p>	<p><b>3.3 DISSEMINATION OF RESULTS</b></p> <p>Quality and relevance of dissemination plans for KIC results, including sharing good practices within, between and beyond the KICs, across EU Member States, regions and institutions to ensure maximum impact.</p> <p><b>[5 points max]</b></p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 1]</b></p>
--	---	--

## 6.7 Hearing with the EIT Governing Board and designation of the EIT KIC

Following the approval of the evaluation results by the EIT Governing Board, the representatives of those proposals reaching the threshold of 70% points at the Panel of Experts evaluation stage will be invited to a hearing of the EIT Governing Board.

At the evaluation stage of the Governing Board Hearing, the overall strategic rationality and consistency of the EIT KIC model presented in the proposal will be assessed. This will be done by evaluating the proposals from a holistic perspective against the three main criteria: Excellence, Quality & Efficiency of Implementation and Impact. In particular, the aspects shown in table 2 are key to the EIT KIC model and will be assessed:

Table 2 – Evaluation criteria for Hearing with the EIT Governing Board

EXCELLENCE 10 points max.	QUALITY & EFFICIENCY OF IMPLEMENTATION 10 points max.	IMPACT 10 points max.
TOTAL 30 points		
Adaptability and suitability of the EIT KIC model for the proposed strategic approach aiming at excellence by the applicant and	Feasibility and quality of the proposed KIC operational model and its plan towards financial sustainability, taking into account lessons learnt from	Consistency of the applicant's KIC model, its potential and feasibility to achieve a significant and sustainable systemic impact in line with the EIT's



<p>potential contribution to the EIT's strategic objectives.</p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 2]</b></p>	<p>current KICs. Feasibility and quality of the plan for the management of the interim period.</p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 2]</b></p>	<p>overall objectives and EIT Impact Framework.</p> <p><b>[0- 5 points; weighting: 2]</b></p>
--	--	---

The Governing Board's score will be calculated as the average of the individual scores of the Governing Board members. The sum of the points from the Governing Board Hearing will be added to the points obtained at the technical evaluation stage (Panel of Experts stage).

The proposal receiving the highest number of points out of the maximum of 130 points can be designated by the EIT Governing Board. The EIT GB can designate one applicant and may establish a reserve list with one applicant.

## 6.8 Information for applicants

The applicants are invited to send in any questions they might have on the EIT Call for Proposals until **3 February 2022 via the following functional mailbox: [EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu](mailto:EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu)**. Replies will be given until 24 February 2022.

All questions together with their answers will be published on the [EIT Call page](#) on the EIT website. It is therefore strongly recommended that applicants regularly check the above-mentioned website.

With a view to equal treatment, EIT Governing Board members and EIT staff cannot give prior opinion on the admissibility, eligibility, quality or any other relevant element of a specific proposal.

Following the KIC designation by the EIT Governing Board, all applicants will receive written feedback on the evaluation of their proposals. Letters to unsuccessful applicants will state the name of the successful applicant and the grounds on which the decision was taken.

## 6.9 Informing the public about the final result

The EIT will publish the results of the 2021 Call for Proposals on its website.



## 7. Legal and financial provisions

### 7.1 Procedure for complaints and appeal

#### 7.1.1 Evaluation review procedure:

In accordance with Article 30 of the Horizon Europe Regulation, an applicant may request an evaluation review if it considers that the applicable evaluation procedure has not been correctly applied to its proposal.

**Only the procedural aspects of an evaluation may be the subject of a request for an evaluation review. The evaluation of the merits of a proposal shall not be the subject of an evaluation review.** Applicants must base their complaint on the information included in the letter addressed to them stating the grounds on which the decision was taken, possibly with reference to the conditions and criteria laid down in the Call for Proposals.

A request for redress, from the Coordinator and addressed to the EIT Director, may be submitted through the functional mailbox [EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu](mailto:EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu) within **30 days** of the date on which the EIT informs the Coordinator of the evaluation results.

To be admissible, a complaint must:

- relate to a specific proposal;
- be received within 30 days after the communication of evaluation results;
- be submitted in writing;
- be submitted by the Coordinator of the original proposal identified as Participant 1 on the proposal application form (Part A).

An **evaluation review committee** shall provide an opinion on the procedural aspects of the evaluation, and shall be chaired by and include staff of the relevant funding body and the Commission who were not involved in the evaluation of the proposals. The evaluation review committee may recommend one of the following:

- a) a re-evaluation of the proposal to be carried out primarily by evaluators who were not involved in the previous evaluation; or
- b) confirmation of the initial evaluation.

An evaluation review shall not delay the selection process for proposals that are not the subject of that review.

On the basis of the Committee's opinion, a decision will be taken by the EIT Director and the Coordinator of the respective consortium will be notified in writing.



### 7.1.2 Lodging a complaint to the European Ombudsman:

Applicants who believe that there was a maladministration regarding the evaluation of their application may lodge a complaint to the European Ombudsman within **two years** of the date on which they became aware of the facts on which the complaint is based:

European Ombudsman

1 avenue du Président Robert Schuman

CS 30403 F-67001 Strasbourg Cedex

France

Tel.: (+33) 3 88 17 23 13 Fax: (+33) 3 88 17 90 62

Website: [www.ombudsman.europa.eu](http://www.ombudsman.europa.eu)

Contact form (for general inquiries): <http://www.ombudsman.europa.eu/shortcuts/contacts.faces>

Complaint form (for launching a complaint):

<http://secure.ombudsman.europa.eu/atyourservice/secured/complaintform.faces>

### 7.1.3 Launching an action for annulment before the General Court of the European Union:

Applicants may lodge an action for annulment against the designation decision. This must be done within two months of receipt of the notification letter (see point 6.8). Any request for redress or any complaint for maladministration will have neither the purpose nor the effect of suspending the time-limit for lodging an action for annulment. The court responsible for hearing actions for annulment is the General Court:

General Court

Rue du Fort Niedergrünwald

L-2925 Luxembourg

Tel.: (352) 4303-1 Fax: (352) 4303 2100

E-mail: [GeneralCourt.Registry@curia.europa.eu](mailto:GeneralCourt.Registry@curia.europa.eu)

URL: <http://curia.europa.eu>

## 7.2 Designation does not result in grant award

The designation of the winning consortium by the EIT Governing Board does not result in the award of a grant.

## 7.3 Start-up grant

The EIT may award a start-up grant of up to **EUR 6 000 000**, indicatively, to the designated partnership to cover activities for legal readiness, operational readiness and fostering EIT identity and other initial KIC activities to support the efficient setting up.



Therefore, shortly after the official notification of the designation decision of the EIT Governing Board, the designated consortium will be **invited to submit a Start-up Plan** within a short time following the designation decision.

The Start-up Plan will be evaluated by the EIT according to the following Horizon Europe award criteria: excellence, quality and efficiency of the implementation, and impact. An EIT panel will be appointed to assess the start-up plan and the start-up grant requested by the KIC. The **start-up grant agreement** may be signed following the award decision of the EIT Director.

The start-up grant may cover the eligible costs of, inter alia, the following activities: establishment of legal structures, including the set-up of the KIC Legal Entity; recruitment and appointment of a CEO and other core staff; coordination and signature of the internal agreements formalising the engagement of partner organisations; setting up key business processes and establish internal policies; preparation of the first KIC Business Plan. In addition, when justified, the EIT start-up grant agreement may also finance some initial higher education, research and innovation, business creation, Cross-KIC and RIS activities that directly contribute to the rolling out of the first KIC Business Plan.

## 7.4 Contractual relations between the EIT and the KICs

### 7.4.1 Start-up grant agreement

As explained under point 7.3 above, further to the award of the start-up grant, the EIT may sign a start-up grant agreement (following the [Horizon Europe Model Grant Agreement](#)) with the designated KIC in order to ensure financial support for the start-up phase.

The start-up grant agreement is a multi-beneficiary grant agreement which will be concluded between the consortium submitting the proposal (represented by the Coordinator) and the EIT. The start-up grant agreement will have the duration until the end of the start-up period (December 2023).

### 7.4.2 Partnership Agreement and Grant Agreement

The long-term cooperation between the EIT and each KIC will be formalised through a seven-year [Partnership Agreement](#), which will be concluded between the KIC (represented by the KIC Legal Entity) and the EIT. This agreement lays down provisions regarding the objectives of the KIC, KIC partnership rules and the internal roles and responsibilities within the KIC, and the most important principles regarding good governance, sound portfolio management, openness and transparency, KIC activities, monitoring and reporting, reviews and evaluations of the KIC. All provisions of the Partnership Agreement must be transposed in the KIC's legal and operational arrangements, including the agreements signed by the KIC Legal Entity with the KIC partners.

The EIT intends to sign the Partnership Agreement with the designated KIC upon the successful completion of milestones during the start-up phase as approved by the EIT Governing Board.



The Partnership Agreement may be extended for an additional seven-year period in accordance with the provisions of the EIT Regulation, subject to a positive assessment and decision by the EIT Governing Board.

Within this framework, the EIT may award grants to a KIC formalised through annual or multiannual (i.e. up to three years) Grant Agreements (GA) which follow the [Horizon Europe Model Grant Agreement](#). The EIT will make the funding allocation decisions, following the funding allocation principles adopted by the EIT Governing Board. Grants may be awarded separately in particular for Cross-KIC activities and shared services, RIS activities, and the Higher Education Initiative action.

The model Partnership Agreement and the Horizon Europe Model Grant Agreement are annexed to the Call.

## 7.5 Financial provisions

In accordance with the EIT Strategic Innovation Agenda 2021-2027, from the total grant budget foreseen for the period of 2021-2027:

- (a) at least 10 % and a maximum of 15 % shall be dedicated to the RIS;
- (b) a maximum of 7 % shall be dedicated to Cross-KIC activities, including support for KICs for which the partnership agreement is expired or terminated;
- (c) a maximum of 3 % shall be dedicated to a pilot higher education initiative of three years.

**Maximum funding rate:** as mentioned in Section 2.2.10 above, the EIT financial contribution to the KICs may cover up to 100 % of the total eligible costs of KIC added-value activities in the initial stages of a KIC's life cycle. Such a contribution shall gradually decrease over time in accordance with the funding rates set in the SIA.

The financing modalities are defined in accordance with the [EIT Principles for financing, monitoring and evaluating KIC activities](#) and the [EU Financial Regulation](#).

The **form of grant**, the **reimbursement rate** and the **types of costs**, including the **eligible costs** are indicated in Articles 5-6 of the [Horizon Europe Model Grant Agreement](#).

## 7.6 Publicity

By the KIC:

In accordance with Article 8 of the Partnership Agreement and Article 17 of the Horizon Europe Model Grant Agreement, the KIC must promote its activities and results, and must acknowledge the European Union's contribution in all publications or in conjunction with activities for which the grant is used. In this respect, the KIC is required to give prominence to the name and emblem of the EIT on all their publications, posters, programmes and other products realised in line with the EIT



Community Brand Book. If this requirement is not fully complied with, the grant may be reduced in accordance with the provisions of the Grant Agreement.

By the EIT:

Annual ex-post publication: All information relating to grants awarded in the course of a financial year shall be published on the internet site of the EIT no later than 30 June of the year following the financial year in which the grants were awarded. The EIT will publish the name of the KIC, the subject of the grant, the amount awarded as well as a list of KIC Partners and their locality.

## 7.7 Gender equality and ethical principles

Gender equality and ethical principles shall be complied with in accordance with the provisions laid down in the Horizon Europe rules (see Annex 5 of the Horizon Europe Model Grant Agreement).

## 7.8 Data protection

The reply to any call for proposals involves the recording and processing of personal data (such as name, address and CV). Such data will be processed pursuant to Regulation (EU) 2018/1725<sup>14</sup> of 23 October 2018 on the protection of natural persons with regard to the processing of personal data by the Union institutions, bodies, offices and agencies and on the free movement of such data, and repealing Regulation (EC) No 45/2001 and Decision No 1247/2002/EC. Unless indicated otherwise, any personal data will be processed solely for evaluation purposes under the call for proposals the EIT acting as data controller. Details concerning the processing of your personal data are available in the privacy statement at: <https://eit.europa.eu/who-we-are/legal-framework/data-protection>.

If you would like to exercise your rights under Regulation (EU) 2018/1725, or if you have comments, questions or concerns, or if you would like to submit a complaint regarding the collection and use of your personal data, you can contact the data controller at [EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu](mailto:EIT-KICs-Call-2021@eit.europa.eu) by explicitly specifying your request. The tenderer's personal data may be registered in the Early Detection and Exclusion System (EDES) if the applicant is in one of the situations mentioned in Article 136 FR. For more information, see the privacy statement on [http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/budget/explained/management/protecting/protect_en.cfm) ).

\*\*\*

---

<sup>14</sup> OJ L 295, 21.11.2018, p. 39



## ANNEXES

### Documents for information

- a. [SIA fact sheet on cultural and creative sectors and industries](#)
- b. [Model Partnership Agreement](#)
- c. [Horizon Europe Model Grant Agreement](#)
- d. [EIT Governing Board Decision on EIT KPIs \(2021-2027\)](#) and [EIT Simplified Impact Framework](#)
- e. [RIS Implementation Framework \(2022-2027\)](#)
- f. [EIT Principles for financing, monitoring and evaluating KIC activities](#)
- g. [Privacy statement](#)
- h. [EIT Innovation Model](#)
- i. [EIT Brand Book](#)